MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'HYDRAULIQUE

-=-=-=-=-=-

SECRETARIAT GENERAL

-=-=-=-=-=-

DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE RURALE

E

Février 2012

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX 2
LISTE DES GRAPHIQUES 3
LISTE DES CARTES 3
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE 3
SIGLES ET ABREVIATIONS 5
INTRODUCTION 6
1. FAITS SAILLANTS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE 8
2. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012 9
2.1. PRODUCTIONS DEFINITIVES 9
2.1.1. Production céréalière nationale définitive 9
2.1.2. Productions définitives des autres cultures 10
2.2. BILANS ALIMENTAIRES NATIONAUX DEFINITFS 11
2.2.1. Bilan céréalier national 11
2.2.2. Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces 13
2.2.3. Bilan alimentaire national 15
3. SITUATION DE L'ELEVAGE ET DES PATURAGES 16
3.1. Situation des pâturages 16
3.2. Abreuvement du bétail 16
3.3. Bilan fourrager 17
3.4. Santé animale et mouvement des animaux 17
4. SITUATION NUTRITIONNELLE 18
5. DYNAMIQUE DES MARCHES 21
5.1. Prix des produits végétaux et du bétail 21
5.1.1. Prix des produits végétaux 21
5.1.2. Prix du bétail 27
5.2. Impact du niveau des prix sur les consommateurs et les producteurs 28
5.3. Analyse de l'offre et de la demande 29
5.3.1. Autonomie de couverture des besoins céréaliers 29
5.3.2. La précarité céréalière des ménages ruraux 29
5.4. Etat et cartographie des stocks 30
5.5. Dynamique des importations et impacts sur les prix locaux 31
5.6. Dynamique des flux au niveau des frontières 31
6. ZONES ET POPULATIONS A RISQUE IDENTIFIEES 31
7. ACTIONS D'URGENCES EN COURS A L'ENDROIT DES POPULATIONS VULNERABLES 33
7.1. Coût de l'ensemble des interventions 33
7.2. Forces et faiblesses des interventions 34
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 35
ANNEXE 1 : TABLEAUX DES RESULTATS ET METHODOLOGIE DE L'EPA 2011/2012 37
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE DE L'ENQUETE PERMANENTE AGRICOLE 50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Production céréalière définitive 2011-2012 comparée à la campagne 20010-2011 et à la moyenne des cinq dernières années 10
Tableau 2 : Productions définitives des cultures de rente pour la campagne agricole 2011/2012 10

Tableau 3 : Niveau de production définitive des autres cultures vivrières pour la campagne agricole 2011/2012 11
Tableau 4 : Bilan céréalier national définitif de la campagne agricole 2011/2012 12
Tableau 5 : Taux de couverture des besoins céréaliers (TCBC) des provinces (en %) 14
Tableau 6 : Bilan alimentaire de la campagne agricole 2010/2011 16
Tableau 7 : Variation mensuelle des prix à la collecte 22
Tableau 8 : Variation annuelle des prix à la collecte 22
Tableau 9 : Variation annuelle des prix à la collecte 23
Tableau 10 : Variation mensuelle des prix au consommateur 23
Tableau 11 : Variation annuelle des prix au consommateur 23
Tableau 12 : Variation quinquennale des prix au consommateur 24
Tableau 13 : Termes de l'échange bétail/céréales 28
Tableau 14 : Prévision d'importations de novembre 2011 à octobre 2012 31

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Prévalences de la malnutrition aiguë selon la région 19
Graphique 2 : Prévalences du retard de croissance selon la région 19
Graphique 3 : Prévalences de l'insuffisance pondérale selon la région 20
Graphique 4 : Tendances des prévalences les 3 dernières années 20
Graphique 5 : Evolution mensuelle des prix à la collecte 22
Graphique 6 : Evolution mensuelle des prix au consommateur 24
Graphique 7 : Evolution du prix du riz local et importé de janvier 2011 à janvier 2012 25
Graphique 8 : Prix du nié bé dans quelques marchés de référence 26
Graphique 9 : Evolution du prix de l'arachide de janvier 2011 à janvier 2012 26
Graphique 10 : Evolution en valeur relative des prix des caprins 27
Graphique 11 : Evolution en valeur relative des prix des bovins 27
Graphique 12 : Evolution des prix trimestre4_2011 et le trimestre1_2012 28
Graphique 13 : Ménages non autonomes 29
Graphique 14 : Ménages en situation de précarité céréalière 30

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces du Burkina 14
Carte 2 : Taux de couverture des besoins céréaliers des régions du Burkina 15
Carte 3 : Zones à risque d'insécurité alimentaire 32

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Annexe 1 : Superficie définitive (en ha) des cultures céréalières (hors plaines et bas fonds aménagés)-EPA1112 38
Annexe 2 : Superficie définitive (en ha) des périmètres irrigués et des bas fonds aménagés-EPA1112 38
Annexe 3 : Superficie définitive totale (en ha) des cultures céréalières- EPA1112 40
Annexe 4 : Superficie définitive (en ha) des cultures de rente (hors plaines et bas-fonds aménagés) - EPA1112 41
Annexe 5 : Superficie définitive (en ha) des autres cultures vivrières (hors plaines et bas-fonds) - EPA1112 42
Annexe 6 : Production définitive (en tonne) des cultures céréalières (hors plaines et bas fonds aménagés)-EPA1112 43

Annexe 7 : Production définitive (en tonne) des périmètres irrigués et des bas fonds aménagés-EPA1112 44
Annexe 8 : Production définitive totale (en tonne) des cultures céréalières-EPA1112 45
Annexe 9 : Production définitive (en tonne) des cultures de rente (hors plaines et bas fonds aménagés) -EPA1112 46
Annexe 10 : Production définitive (en tonne) des autres cultures vivrières (hors plaines et bas fonds) -EPA1112 47
Annexe 11 : Bilan céréalier national prévisionnel de la campagne 2011-2012 48
Annexe 12 : Taux de couverture des besoins céréaliers 49

SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CPSA	Comité de Prévision de la Situation Alimentaire
CT-CNSA	Comité Technique du Conseil National de Sécurité Alimentaire
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DIAPER	Diagnostic Permanent
DPSAA	Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires
EPA	Enquête Permanente Agricole
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS NET	Famine Early Warning System Network
GTP	Groupe de Travail Pluridisciplinaire
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
MAH	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
ONG	Organisation non Gouvernementale
OXFAM	Oxford committee for Famine relief
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PTF	Partenaire Technique et Financier
SISA	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire
SISANAP	Service de l'Information sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de l'Alerte Précoce
SONAGESS	Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité
SPAI	Sous Produits Agro Industriels
TCBC	Taux de Couverture des Besoins Céréaliers
USAID	United State Agency for International Development

INTRODUCTION

Le processus de caractérisation de la situation alimentaire courante et prévisionnelle au Burkina Faso innové depuis 2008, s'est inscrit dans une approche participative caractérisé par une grande implication des structures du Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire (SISA).
En effet, l'estimation des récoltes nationales et les bilans céréaliers sont réalisés par les services des statistiques agricoles du Ministère en charge de l'Agriculture. Le dispositif a été construit progressivement depuis les années 1980 par le projet du diagnostic permanent (DIAPER) dans le but de renseigner les indicateurs de sécurité alimentaire et de prévenir les crises alimentaires au niveau des pays du Sahel. Cette initiative adoptée par les pays du CILSS permet d'apprécier les perspectives de récolte en septembre et de donner les résultats prévisionnels de la campagne agricole en octobre-novembre à des fins d'alerte précoce. Les résultats définitifs interviennent en février-mars pour consolider les prévisionnels.

An niveau du Burkina le dispositif de l'enquête permanente agricole évalue la production agricole deux (2) fois par an. Il donne respectivement les résultats prévisionnels de la campagne agricole au cours du mois d'octobre et les résultats définitifs au mois de février de chaque année en conformité avec le dispositif régional (CILSS). Le dispositif de l'enquête permanente agricole (EPA) couvre les 45 provinces du pays avec un échantillon de 829 villages, 7 600 ménages et 46 000 parcelles. La production prévisionnelle est estimée à partir d'une combinaison des données de relevés par satellite et de l'interview des producteurs échantillons de l'enquête permanente agricole, dans toutes les 45 provinces du pays, et consolidé par la mission CILSS/FAO/FEWSNET. Quant aux résultats définitifs, ils sont obtenus suite aux mesures des superficies cultivées, aux poses puis aux pesés des récoltes des carrés de rendement sur l'ensemble des parcelles de l'échantillon.
Les estimations des productions, les bilans céréaliers et alimentaires prévisionnels sont élaborés au sein d'un Comité de Prévision de la Situation Alimentaire et Nutritionnel (CPSA) impliquant tous les acteurs nationaux impliqués dans le suivi de la saison agricole et la situation alimentaire (Gouverneurs de régions, Directions régionales en Charge de l'Agriculture, des Ressources Animales, de la Santé, de l'action sociale, des structures centrales et déconcentrées de plusieurs départements ministériels, les partenaires techniques et financiers, les Organisations des producteurs et les ONG). Ont également pris par à cette évaluation une mission conjointe internationale d'experts du CILSS, de la FAO, du PAM et de FEWSNET/USAID.

Les travaux de la première session 2011 du Comité de Prévision de la Situation Alimentaire se sont déroulé le 24 février 2012 et a eu pour mission :

- d'élaborer le bilan céréalier définitif et les taux de couverture des besoins céréaliers des provinces ;
- d'apprécier la situation alimentaire et nutritionnelle courante ;
- de consolider les plans et les instruments d'interventions pour la période de consommation de novembre 2011 à octobre 2012 ;
- de formuler des recommandations spécifiques et opérationnelles à l'endroit des différents acteurs (Gouvernement, PTF, ONGs).

Le présent rapport suivra le canevas ci-dessous :

- Faits saillants sur la situation alimentaire et nutritionnelle ;
- Productions définitives ;
- Bilan céréalier et taux de couverture des besoins céréaliers des provinces ;

- Perspective alimentaire courante ;
- Mesures à prendre (interventions).

1. FAITS SAILLANTS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

- Tenue des sessions du Comité de Prévision de la Situation Alimentaire en octobre 2011 et en février 2012 ;
- La campagne agricole 2011-2012 a connu une installation tardive des pluies dans la moitié nord du pays caractérisée par une irrégularité spatio-temporelle et une faiblesse des précipitations ponctuée par de longue poche de sécheresse pouvant atteindre 3 semaines
- Les barrages stratégiques connaissent un déficit allant de 160 000m3 (Ouaga1) à 755,6million de m3 (Bagré), soit plus de 4.0 Milliards de m3 d'eau mobilisée. Cette situation n'est point favorable à une production en saison sèche.
- La mise en œuvre d'opérations de vente de céréales à prix social à partir de janvier 2012 dans les régions du Nord et du Sahel qui sont les zones à risque d'insécurité alimentaire du pays les exposés.
- La mise à disposition des producteurs surtout ceux des zones à risque des semences améliorées et des intrants subventionnés avant le mois de juin MAH et partenaires.
- La mise à disposition à prix subventionné de SPAI dans les régions du Sahel, du Nord.
- La mise en œuvre d'actions de soutien à la production fourragère, la sensibilisation pour la fauche et la conservation du fourrage, la réhabilitation et la construction de points d'eau et l'appui à la vaccination afin d'assurer une sécurité alimentaire durable pour le bétail.
- Un plan de soutien opérationnel de soutien aux populations vulnérables aux crises alimentaires a été élaboré.
- Le plan national d'organisation et de coordination des secours d'urgences et de réhabilitation relu a été proposé

2. RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012

2.1. PRODUCTIONS DEFINITIVES

2.1.1. Production céréalière nationale définitive

La production céréalière définitive est évaluée à **3 666 405** tonnes. Cette production est en baisse de **19,61 %** par rapport à la campagne agricole antérieure 2010/2011, et de **5,09 %** par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

En considérant les différentes spéculations céréalières, les productions s'établissent comme suit :

- le mil enregistre une production de **828 741** tonnes. Cette production est en baisse de **28%** par rapport à la production céréalière définitive de la campagne 2010/2011, et également en baisse de **25%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;

- pour le maïs, la production définitive est de 1 **076 754** tonnes. Celle-ci est en baisse de **5%** par rapport à la production définitive de la campagne 2010-2011 mais en hausse de **21,20%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;

- on note une production de **1 051 923** tonnes pour le sorgho blanc. Cette production est en baisse de **-27,91%** par rapport à la production définitive de la campagne 2010-2011, et également en baisse de **-17,13%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;

- on note une production de **453 620** tonnes pour le sorgho rouge. Cette production est en baisse de **-14,58%** par rapport à la production définitive de la campagne 2010-2011, et en hausse de **9,93%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;

- la production en riz est de **240 865** tonnes. Cette production est en baisse de **-11,01%** par rapport à la production définitive de la campagne 2010-2011 et une hausse de **39,72%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;

- la production définitive du fonio est de **14 502** tonnes. Cette production est en baisse de **-20,82%** par rapport à la production définitive de la campagne 2010-2011 et une baisse de **-15,96%** par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Tableau 1 : Production céréalière définitive 2011-2012 comparée à la campagne 20010-2011 et à la moyenne des cinq dernières années

Cultures céréalières	Mil	Maïs	Riz	Fonio	Sorgho blanc	Sorgho rouge	Total
Production définitive 2011/2012	**828 741**	**1 076 754**	**240 865**	**14 502**	**1 051 923**	**453 620**	**3 666 405**
Production 2010-2011	1 147 894	1 133 480	270 658	18 315	1 459 199	531 029	4 560 574
Production moyenne des 5 dernières années	1 103 013	888 442	172 397	17 256	1 269 301	412 635	3 863 043
variation de 2011-2012 par rapport à la production 2010-2011	**-27,80%**	**-5,00%**	**-11,01%**	**-20,82%**	**-27,91%**	**-14,58%**	**-19,61%**
Variation de 2011-2012 par rapport à la production moyenne 5 dernières années	**-24,87%**	**21,20%**	**39,72%**	**-15,96%**	**-17,13%**	**9,93%**	**-5,09%**

Source : Enquête Permanente Agricole/DPSAA/DGPER

2.1.2. Productions définitives des autres cultures

La production définitive des rentes est évaluée à 814 194 tonnes ; elle est également en baisse de 17,16 % par rapport à la campagne passée et de 12,80% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pour les différentes spéculations les productions sont les suivantes :

- l'arachide enregistre une production de 265 322 tonne soit une baisse de 22% par rapport à la campagne agricole écoulée et de 10,21% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production cotonnière est de 441 057 tonnes soit une baisse de 16,72 par rapport à la campagne dernière et une baisse de 23,20% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le soja avec une production de 23 056 tonnes enregistre une hausse de 2,95% par rapport à la campagne dernière, et de 45,91% par rapport à la moyenne quinquennale.
- Enfin, la production de sésame est estimée à 84 759 tonnes avec une baisse de 6,50%. Par rapport à la moyenne quinquennale, la spéculation connait aussi une hausse de 76,20%.

Les productions définitives des autres cultures de la campagne agricole 2011/2012 sont récapitulées dans les tableaux 2 et 3 ci-après :

Tableau 2 : Productions définitives des cultures de rente pour la campagne agricole 2011/2012

Cultures de Rente	Coton	Arachide	Sésame	Soja	Total
Production définitive 2011/2012	**441 057**	**265 322**	**84 759**	**23 056**	**814 194**
Production 2010-2011	529 620	340 166	90 649	22 394	982 830
Production moyenne des 5 dernières	574 277	295 490	48 103	15 801	933 671
variation de 2011-2012 par rapport à la production 2010-2011	**-16,72%**	**-22,00%**	**-6,50%**	**2,95%**	**-17,16%**
Variation 2011-2012 par rapport à la production moyenne 5 dernières années	-23,20%	-10,21%	76,20%	45,91%	-12,80%

Source : Enquête Permanente Agricole/DPSAA/DGPER

La production des autres cultures vivrières de la campagne agricole 2011/2012 est estimée à 729 557 tonnes soit une baisse de 16,69 % par rapport à la précédente et une hausse de 14,13 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

- La production d'igname est de 99 730 tonnes. Elle est en hausse de 2,15% par rapport à la campagne dernière et cependant en baisse de 45,27% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- La production du niébé est de 441 015 tonnes soit une baisse de 29,56% par rapport à la campagne dernière, et une hausse de 32,89% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- La production de patate se situe à 140 061 tonnes soit une hausse de 51,38% par rapport à l'année dernière et de 117,10% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production du Voandzou s'élève à 48 751 tonnes, en baisse de 18,04% par rapport à la campagne dernière et 19,58% par rapport à la moyenne quinquennale ;

Tableau 3 : Niveau de production définitive des autres cultures vivrières pour la campagne agricole 2011/2012

Autres cultures vivrières	Niébé	Voandzou	Igname	Patate	Total
Production définitive 2011/2012	**441 015**	**48 751**	**99 730**	**140 061**	**729 557**
Production 2010-2011	626 113	59 483	97 630	92 520	875 747
Production moyenne des 5 dernières années	331 853	60 623	182 228	64 515	639 219
variation de 2011-2012 par rapport à la production 2010-2011	**-29,56%**	**-18,04%**	**2,15%**	**51,38%**	**-16,69%**
Variation 2011-2012 par rapport à la production moyenne 5 dernières années	32,89%	-19,58%	-45,27%	117,10%	14,13%

Source : *Enquête Permanente Agricole/DPSAA/DGPER*

2.2. BILANS ALIMENTAIRES NATIONAUX DEFINITFS

2.2.1. Bilan céréalier national

Le bilan céréalier national définitif de la campagne 2011/2012 est déficitaire, présentant un solde négatif évalué à **157 802 tonnes**. Les prévisions d'importations commerciales et d'aides alimentaires, déduites des prévisions d'exportations montrent un solde import/export de **266 903 tonnes**, dégageant un excédent net de **109 100 tonnes**, soit un disponible apparent par habitant de **211 kg** pour l'année de consommation.

Tableau 4 : Bilan céréalier national définitif de la campagne agricole 2011/2012

POSTES	RIZ	BLE	MIL, SORGHO MAÏS, FONIO	TOTAL
POPULATION AU 30/04/2012				16 692 477
1. DISPONIBILITES	**154 898**	**0**	**3 105 851**	**3 260 749**
PRODUCTION BRUTE (CAMP 2011/2012)	240 865	0	3 425 539	3 666 405
PRODUCTION DISPONIBLE	132 476	0	2 911 708	3 044 184
STOCKS INITIAUX (AU 01/11/2011)	22 423	0	194 143	216 565
-STOCKS PAYSANS	0	0	152 570	152 570
-AUTRES STOCKS	22 423	0	41 572	63 995
2. BESOINS	**332 029**	**31 003**	**3 052 180**	**3 415 212**
NORMES DE CONSOMMATION(kg/hbt/an)	20	2	169	190
CONSOMMATION HUMAINE	326 299	31 003	2 814 269	3 171 571
STOCKS FINAUX (AU 31/10/2012)	5 730	0	237 911	243 641
+ STOCKS PAYSANS	3 730	0	205 086	208 816
+ AUTRES STOCKS	2 000	0	32 825	34 825
3. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	**-177 130**	**-31 003**	**53 671**	**-154 462**
4. SOLDE IMPORT/EXPORT	**203 504**	**56 875**	**6 523**	**266 902**
IMPORTATIONS COMMERCIALES (2011/2012)	201 031	57 458	25 643	284 132
+ COMMERCANTS PRIVES	195 740	53 956	17 144	266 840
+ AUTRES IMPORTATIONS	5 291	3 502	8 499	17 292
AIDES ALIMENTAIRES	2 600	0	1 778	**4 378**
EXPORTATIONS PREVUES	127	583	20 898	21 608
5. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-)NET	**26 374**	**25872**	**60 194**	112 440
6. DISPONIBLE APPARENT/HBT(kg)	**21**	**3**	**186**	**211**

Source: Comité de Prévision de la Situation Alimentaire (CPSA)

Le bilan fait ressortir une couverture des besoins en céréales (mil, sorgho, maïs et fonio) avec un dépassement de 53 671 tonnes ; les besoins en riz et en blé seront couverts par les importations. Le manque à gagner est de 177 130 tonnes pour le riz et de 31 003 tonnes pour le blé à combler entièrement par les prévisions d'importation.

Au niveau national, 51% des ménages n'arrivent pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur propre production de la campagne présente. La précarité céréalière touche 34% des ménages agricoles.

Le niveau faible des excédents céréaliers augure une difficulté pour la reconstitution des stocks. L'approvisionnement des différentes localités du pays, et en particulier des zones déficitaires posera sans doute des difficultés.

Le bilan céréalier national Ex Post de la campagne agricole 20010/2011 est en annexe. (cf : Tableau A 11).

2.2.2. Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces

Cette comparaison établit la balance entre le disponible de production, à savoir la production brute déduite de 15% pour les semences et les pertes diverses pour le groupe de céréale (sorgho, mil, maïs, fonio) et de 45% pour le riz d'une part, et les besoins de consommation des populations des provinces d'autre part. Les autres sources de disponibilités ou les autres utilisations à l'intérieur des provinces ne sont pas prises en compte dans cette comparaison, faute de données.

Sur les quarante cinq (45) provinces (cf. tableau 5):

Pour les couvertures des besoins céréaliers par province, sur les 45 :

- **Dix sept (17)** provinces sont déficitaires (Kadiogo, zondoma , Kourweogo , Passore, Bam, Boulkiemde, Yatenga, Namentenga, Sanmatenga, Yagha, Tapoa, Soum, Oudalan, Seno, Gnagna, Oubritenga, Houet) avec un taux de couverture inferieur à **90%** ;
- **Treize (13)** provinces (Bazega, Kompienga, Kouritenga , Boulgou, Bougouriba, Sanguié, Loroum, Comoé, Komandjoari, Nahouri, Gourma, Ganzourgou et Koulpelgo) sont en situation d'équilibre avec un taux de couverture compris entre **90 et 120% ;**
- **Quinze (15)** provinces (Nayala , Poni Noumbiel , Zoundweogo,Ssourou, Ziro, Ioba, Banwa Kossi ,Mouhoun , Ssissili, Balé, Tuy Kenedougou leraba) sont excédentaires avec un taux de couverture dépassant les **120%**.

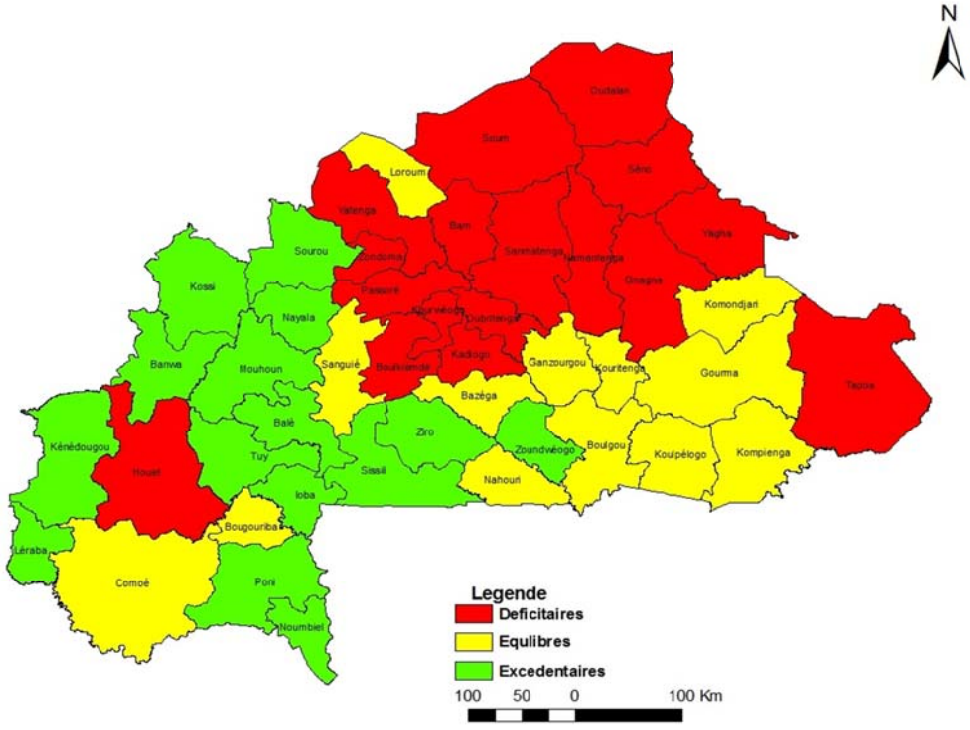
Seulement 8 provinces étaient déficitaires l'année dernière.

Tableau 5 : Taux de couverture des besoins céréaliers (TCBC) des provinces (en %)

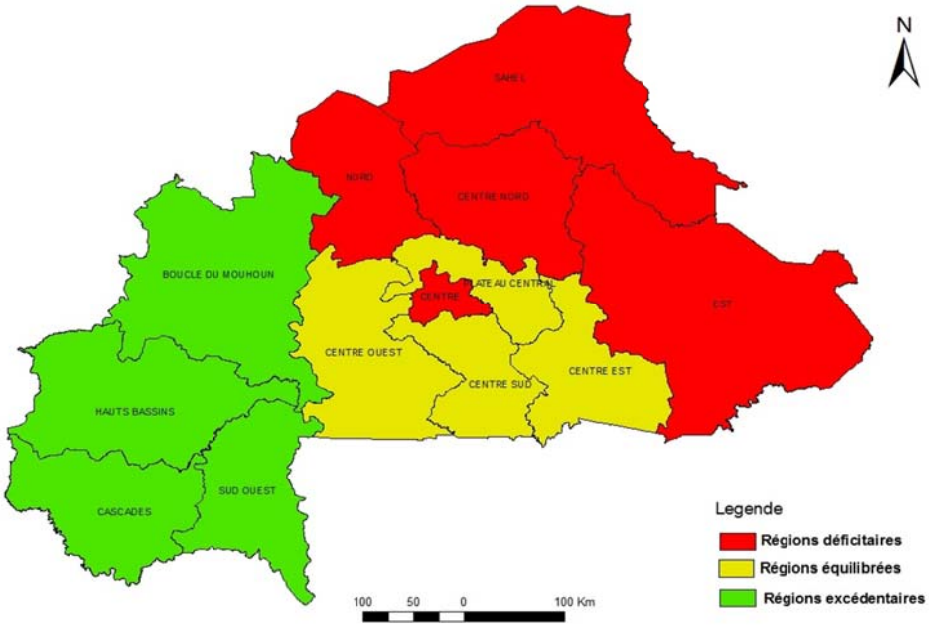
Provinces à taux de couverture faible (inférieur à 90%)			Provinces en situation d'équilibre (90% < taux < 120%)			Provinces à taux de couverture élevé (supérieur à 120%)		
1	KADIOGO	11%	1	BAZEGA	92%	1	NAYALA	121%
2	ZONDOMA	35%	2	KOMPIENGA	94%	2	PONI	124%
3	KOURWEOGO	45%	3	BOULGOU	94%	3	NOUMBIEL	124%
4	PASSORE	49%	4	BOUGOURIBA	96%	4	ZOUNDWEOGO	127%
5	BAM	54%	5	SANGUIE	96%	5	SOUROU	141%
6	BOULKIEMDE	57%	6	LOROUM	98%	6	ZIRO	164%
7	YATENGA	59%	7	COMOE	101%	7	IOBA	168%
8	NAMENTENGA	60%	8	KOMANDJOARI	108%	8	BANWA	179%
9	SANMATENGA	62%	9	KOURITENGA	108%	9	KOSSI	197%
10	YAGHA	65%	10	NAHOURI	112%	10	MOUHOUN	198%
11	TAPOA	68%	11	GOURMA	114%	11	SISSILI	228%
12	SOUM	68%	12	GANZOURGOU	117%	12	BALE	232%
13	OUDALAN	74%	13	KOULPELGO	119%	13	TUY	252%
14	SENO	74%				14	KENEDOUGOU	255%
15	GNAGNA	85%				15	LERABA	269%
16	OUBRITENGA	86%						
17	HOUET	89%						

Source: Comité de Prévision de la Situation Alimentaire (CPSA)

La carte ci-dessous (figure 1) présente le taux de couverture des besoins céréaliers au niveau des provinces du Burkina.



Carte 1 : Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces du Burkina



Carte 2 : Taux de couverture des besoins céréaliers des régions du Burkina

Source : SISANAP/DPSAA/DGPER

2.2.3. Bilan alimentaire national

Le bilan alimentaire indique que les besoins en produits végétaux sont couverts à 135,4% et ceux en produits animaux à 175,8%. L'analyse révèle qu'au cours de cette même période, les besoins en fruits, en légumineuses, en sucre, en céréales, en tubercules, en oléagineux, en viande et en poisson sont couverts. Toutefois, le burkinabé consomme en moyenne 0,2 kg d'œuf par an par rapport à la norme du CILSS qui est de 1 kg/habt/an, soit un déficit de 0,8 kg.).

Les apports en calories par personne et par jour sont estimés à 3077,7 avec cependant une incidence de sous alimentation de 30,35%. Cette incidence est en hausse de 5,76% par rapport au bilan alimentaire expost 2011. La hausse pourrait s'expliquer par le déficit important de la production céréalière. Les disponibilités par personne par jour sont de 108,8 g de protéines, 63,4 g de lipides et 530,9 g de glucides, ce qui représente respectivement 15%, 9% et 76%. Étant donné qu'une alimentation équilibrée doit être composée de 10 à 15% de protéines, 55 à 75% de glucides et 15 à 30% de lipides, on peut en déduire que l'alimentation du burkinabè est riche en protéines et en glucides, mais pauvre en lipides.

Tableau 6 : Bilan alimentaire de la campagne agricole 2010/2011

Population au 30/04/2012 = 16 692 477 Habitants

Produits	Consommation humaine (en t)	Consmation /hbt(kg) /an	Norme de consommation	Taux de couverture	Apports caloriqu e/j (Kcal)	Apports en Protéines/j (gr)	Apports lipide/j(en gr)	Apports glucide/j(en gr)
1 - Céréales traditionnelles	3 461 223,6	207,4	203,0	102,1	1 986,5	52,6	13,9	419,8
2 -Tubercules	216 015,9	12,9	6,0	215,7	33,9	0,3	0,1	9,7
3 - Oléagineux	240 859,6	14,4	14,0	103,1	235,2	8,6	21,5	8,0
4 - Légumineuses	472 246,5	28,3	7,0	404,2	266,0	16,8	1,6	47,2
5 - Légumes	916 468,8	54,9	20,0	274,5	47,3	2,2	0,8	12,1
6 - Fruits	409 824,9	24,6	6,0	409,2	45,3	0,8	1,6	10,0
7- Sucre	87 877,7	5,3	4,0	131,6	44,7	0,0	-	12,8
8 - Viande	547 272,1	32,8	12,0	273,2	211,0	11,1	18,1	-
9 - Produits laitiers	361 400,3	21,7	18,0	120,3	28,5	2,0	0,9	3,2
10 - Œufs	2 959,9	0,2	1,0	17,7	0,7	0,1	0,0	0,0
11 - Poissons	56 500,0	3,4	2,0	169,2	6,4	1,0	0,2	-
12 - Boissons	1 293 593,2	77,5	54,0	143,5	172,0	13,3	4,7	8,1
Produits végétaux	**7 098 110,3**	**425,2**	**314,0**	**135,4**	**2 831,1**	**94,6**	**44,1**	**527,7**
Produits animaux	**968 132,3**	**58,0**	**33,0**	**175,8**	**246,6**	**14,2**	**19,3**	**3,3**
Ensemble des produits	**8 066 242,6**	**483,2**	**347,0**	**139,3**	**3 077,7**	**108,8**	**63,4**	**530,9**

Source : DPSAA/DGPER

3. SITUATION DE L'ELEVAGE ET DES PATURAGES

3.1. Situation des pâturages

La situation alimentaire du bétail est difficile quoique l'alimentation encore soit encore disponible dans quelques régions de l'Est, du Sud et de l'Ouest du pays. L'alimentation des gros ruminants est basée essentiellement sur les résidus de récoltes des champs, les repousses de graminées pérennes et l'exploitation du fourrage aérien dans certains endroits. Comparativement à l'année passée, la performance de la campagne pastorale a été jugée très insuffisante et a été un facteur limitant à la constitution des stocks fourragers. Au regard de ces résultats, le disponible de stock fourrager constitué serait très insuffisant pour soutenir l'alimentation des animaux de valeurs.

3.2. Abreuvement du bétail

Les points d'eau pour l'abreuvement du bétail se raréfient de nos jours à cause du tarissement précoce des points d'eau. De plus ces points d'eau ne sont pas facilement accessibles aux animaux domestiques. La culture maraîchère se développe au niveau de certains cours d'eau à l'Est et réduit considérablement les possibilités d'abreuvement des animaux.

3.3. Bilan fourrager

La situation alimentaire du bétail est difficile quoique l'alimentation encore disponible dans quelques régions de l'Est, du Sud et de l'Ouest du pays. L'état d'embonpoint des bovins est encore relativement satisfaisant dans ces régions. L'alimentation des gros ruminants est basée essentiellement sur les résidus de récoltes des champs, les repousses de graminées pérennes et l'exploitation du fourrage aérien dans certains endroits. Comparativement à l'année passée, la performance de la campagne pastorale a été jugée très insuffisante et a été un facteur limitant à la constitution des stocks fourragers.

Le niveau de prix des SPAI le plus élevé a été observé au Nord à un montant de 10 000 FCFA par sac de 50 kg de tourteau de coton SN-CITEC. La disponibilité de ces sous produits agro-industriels est faible dans toutes les régions visitées. Les évaluations des besoins exprimés en SPAI sont de 4 000 tonnes à l'Est et 3 200 tonnes au Centre Est. Au Centre Sud, les besoins du cheptel bovin pendant les six prochains mois de soudure ont été estimés à 15 865,7 tonnes de SPAI et de 31 7314,8 tonnes de fourrage en raison de 3Kg de SPAI et 6 kg de fourrage sèche par bovin jour.

3.4. Santé animale et mouvement des animaux

La situation zoo-sanitaire du bétail est globalement satisfaisante à l'échelle du pays. Cependant, il existe un nombre non négligeable de villages suspectés comme foyers de maladies contagieuses. La fièvre aphteuse est quasi-présente dans toutes les zones à vocation pastorale. Dans les régions du Nord et du Sahel, la suspicion de la maladie asine non identifiée depuis le deuxième trimestre de 2011 demeure toujours une préoccupation importante. 38 cas ont été enregistrés au Nord et 55 cas au Sahel. Au Centre Nord la mortalité de porcins touche la commune de Boulsa dans le Namentenga, (35 cas de mortalité) et de la commune de Barsalogo (province du Sanmatenga) avec 12 cas de mortalités. Dans la Boucle du Mouhoun notamment dans les communes de Tansila, de Solenzo et de Kouka il a été rapporté une suspicion de pasteurellose exposant plus de 2000 têtes de porcins ; le traitement à l'oxcycline et la vaccination ont permis d'atténuer son incidence. Dans la région du Sud Ouest, la suspicion de la dermatose nodulaire expose 3 464 têtes de bovins dans les provinces du Poni, du Noumbiel et de la Bougouriba. Dans cette dernière province il est noté une suspicion d'un foyer de charbon bactéridien dans la commune de Bondigui exposant 1100 têtes bovines dont 3 cas de mortalité déjà enregistrés. Au Centre Nord, la campagne contre la PPCB connait une interruption suite à la rupture des vaccins. Au Sahel, il est à craindre un risque sanitaire avec l'arrivée massive des refugiés maliens pasteurs dans le Soum, précisément à Koutougou et dans l'Oudalan (Tin Akkof). Au

regard de ces observations la surveillance épidémiologique mérite d'être renfoncée et il serait plus souhaitable de poursuivre le diagnostic de laboratoire pour situer la nature du foyer suspecté pour la maladie asine, de soutenir davantage les campagnes de vaccinations au bon moment en rendant disponible les vaccins dans les services vétérinaires et protéger les troupeaux des réfugiés maliens au Sahel.

Le déficit précoce de ressources hydriques ajouté au déficit alimentaire ont occasionné des transhumances précoces. Une analyse des données relevées sur le terrain indique une transhumance beaucoup plus transfrontalière et concerne un effectif non négligeable de bovin en direction de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et vers le bassin du Niger. A titre d'exemple dans la région du Centre Ouest, environ 10 000 têtes de bovins sont en transhumance vers le Ghana. Cette situation de transhumance transfrontalière est même plus remarquable dans les zones d'accueil comme celles du Sud-ouest et des Cascades. Dans le Sud Ouest, il a été signalé un départ de 2 823 bovins vers la Côte d'Ivoire et le Ghana. Dans la région des Cascades, 2 083 têtes de bovin ont quitté la zone de Niangoloko, Sidéradougou et Tièfora vers la Côte d'Ivoire et le Ghana. Pour le moment aucun conflit n'a été signalé. Au niveau de la sous région, il serait plus intéressant de promouvoir un dialogue entre les pays dans l'objectif de réglementer et de mettre en pratique les textes portant sur la transhumance afin de sécuriser le bétail.

4. SITUATION NUTRITIONNELLE

Au Burkina Faso la malnutrition est beaucoup plus prononcée chez les enfants de 0 à 59 mois et les femmes enceintes. Ces deux groupes vulnérables font l'objet d'une attention particulière. Pour lutter efficacement contre ce fléau, le ministère de la santé a mis en place un dispositif du suivi de l'évolution de la situation nutritionnelle. Ce suivi se fait dans un premier temps, de façon routinière, à travers les consultations des nourrissons saints dans les formations sanitaires. Dans un deuxième temps, de façon périodique, une enquête nutritionnelle appelée SMART est menée chaque année et cela depuis 2009.

Selon les résultats de la deuxième enquête nutritionnelle nationale (SMART) conduite en août et septembre 2011 par le Ministère de la Santé il ressort :

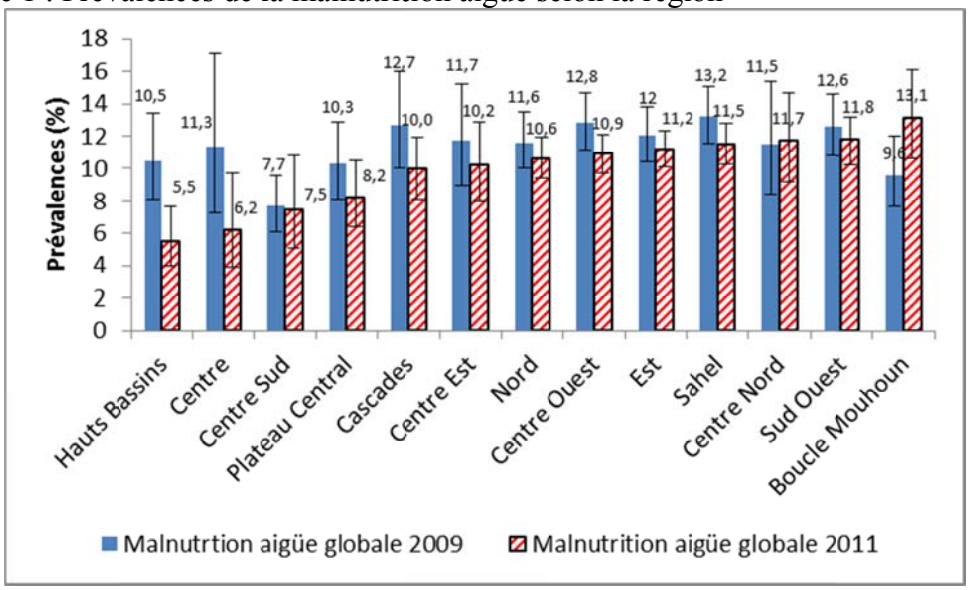
- **Malnutrition aiguë**

La prévalence de la malnutrition aigue globale déterminée par l'indice poids/taille qui se situe au niveau national à 10,2%;

La prévalence de la malnutrition aiguë varie selon la région, de 5,5 % dans la région des Hauts Bassins à 11,1 % dans la région de la Boucle du Mouhoun. A l'exception des régions

du Centre, du Centre-Sud, des Hauts Bassins et du Plateau Central, dans les autres régions, la prévalence de la malnutrition aiguë est supérieure ou égale à 10 % qui constitue le seuil critique de l'OMS définissant l'endémie sévère. Aucune région ne présente une prévalence atteignant 15 %, seuil d'urgence de l'OMS.

Graphique 1 : Prévalences de la malnutrition aiguë selon la région

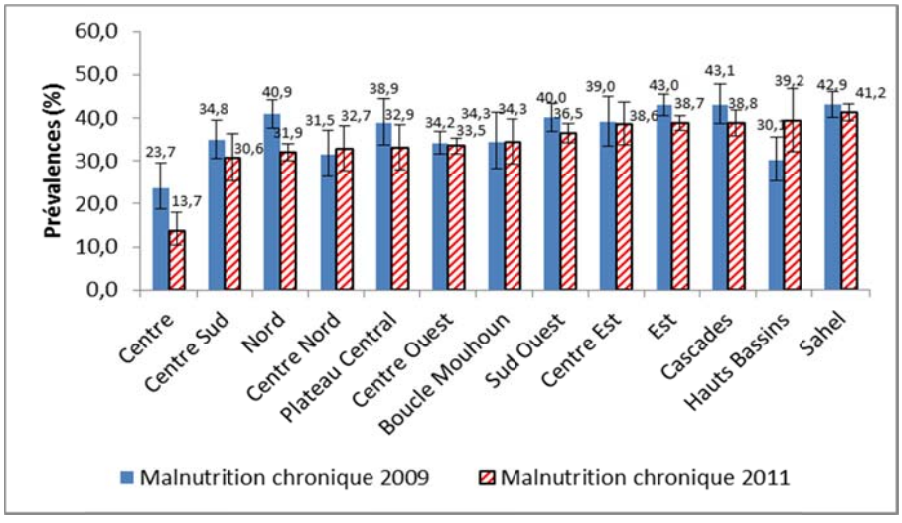


Source : Direction de la Nutrition février 12

❖ **Retard de croissance**

Au niveau national, la malnutrition chronique (indice taille/âge) se situe à 34,1. La prévalence du retard de croissance varie de 13,7 au Centre à 41,2% au Sahel avec de grandes disparités au niveau des régions. Elle varie de 14,3 % dans la région du Centre à 41,2 % dans la région du Sahel dépassant le seuil d'urgence de l'OMS (40%). Toutes les autres régions présentent une prévalence supérieure au seuil critique de l'OMS qui est de 30 %.

Graphique 2 : Prévalences du retard de croissance selon la région

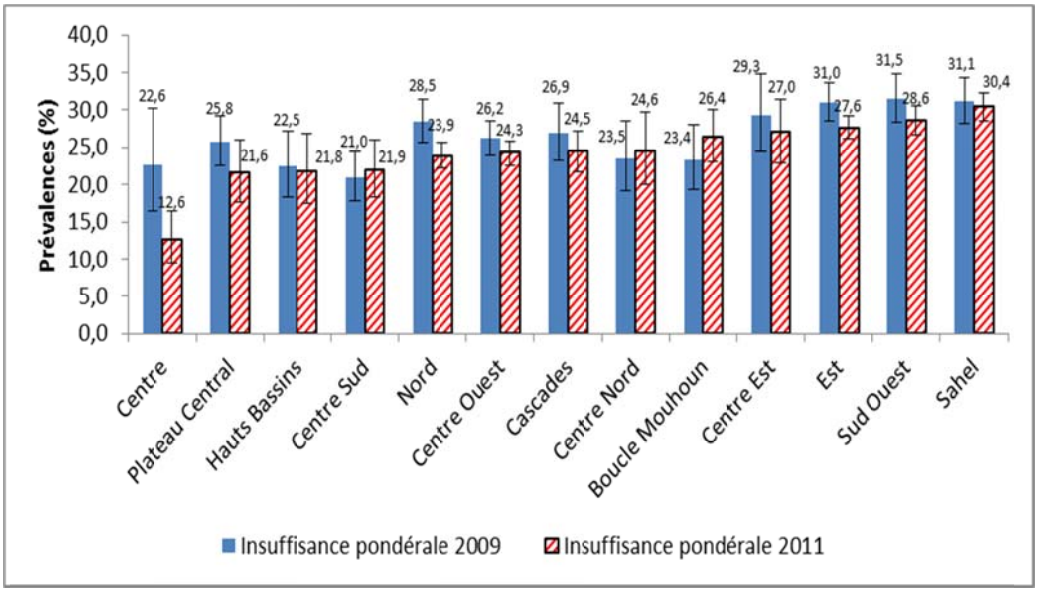


Source : Direction de la Nutrition février 12

❖ **Insuffisance pondérale**

La prévalence de l'insuffisance pondérale (indice poids/âge) est estimée au niveau national à 24,4 %. La région du Sahel la plus touchée. La région du Centre reste la moins touchée par ce type de malnutrition. A l'exception de la région du Centre, toutes les autres régions présentent une prévalence dépassant le seuil critique de l'OMS qui est de 20 %.

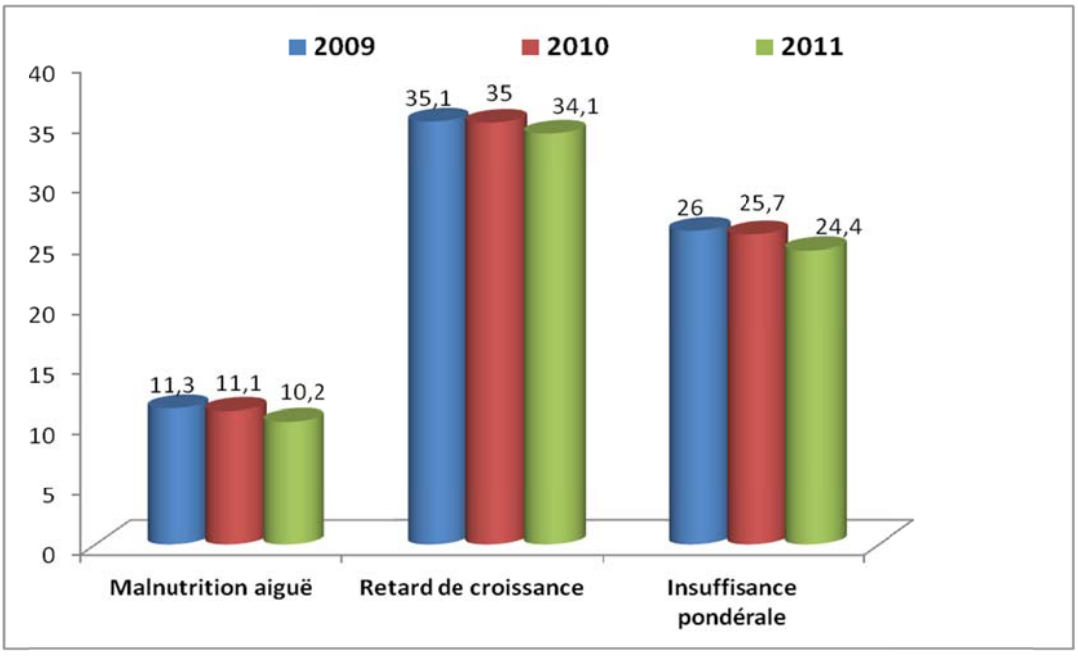
Graphique 3 : Prévalences de l'insuffisance pondérale selon la région



Source : Direction de la Nutrition février 12

L'évolution de la malnutrition par rapport aux trois (3) dernières montre une légère tendance à la baisse du taux moyen de malnutrition aiguë de 2009 à 2011 et pour tous les types de malnutrition.

Graphique 4 : Tendances des prévalences les 3 dernières années



Source : Direction de la Nutrition février 12

5. DYNAMIQUE DES MARCHES

5.1. Prix des produits végétaux et du bétail

5.1.1. Prix des produits végétaux

➢ Etat d'approvisionnement

Dans un contexte de déficit céréalier, le marché joue un rôle prépondérant dans l'approvisionnement des ménages dans leur ensemble. Ces marchés dont l'animation est relativement bonne se caractérisent par:

- ***Faible disponibilité*** : conséquence de la baisse de la production au cours de la dernière campagne agricole;
- ***Faible Offre/ forte demande*** : la demande en céréales sèches est élevée face à une offre relativement faible. L'approvisionnement se fait principalement à partir des stocks commerçants; les stocks paysans connaissant des baisses significatives. Une hausse de l'offre du riz importé est observé sur les marchés. Ce riz constituant pour certains ménages un aliment de substitution aux céréales devenues « chères »
- ***Flux céréaliers transfrontaliers:*** Hausse des quantités de riz importé en décembre. Pour ce qui est des exportations les chiffres officiels seraient en baisses en Janvier 2012. Certains acteurs céréaliers estiment par contre que ces quantités ne représentent que 1/10 des exportations des céréales.

L'approvisionnement des marchés pourrait s'affaiblir d'avantage au cours des prochains mois. Néanmoins, les mesures prises par le gouvernement, des interventions d'organismes humanitaires permettront d'atténuer l'effet de ce déficit sur les populations.

➢ L'évolution des prix

De façon générale, les prix des produits connaissent une hausse de 22% à 28% par rapport à la même période de l'année 2011. Par rapport au mois de décembre, des hausses de prix ont été enregistrées sur la plupart des marchés de référence pour le maïs et le sorgho. Le prix du mil a peu varié.

- **Marché de collecte**

Au cours du mois de janvier, le kilogramme de mil local a coûté 179 F sur les marchés de collecte, le sorgho 157 F et le maïs 153F soit une légère augmentation de 2% par rapport au mois précédent pour le maïs et le mil. Le prix du sorgho est demeuré stable.

Tableau 7 : Variation mensuelle des prix à la collecte

Données	déc-11	janv-12	var men
maïs	149	153	**2%**
mil	176	179	**2%**
sorgho	156	157	**0%**

Source : SONAGESS février 2012

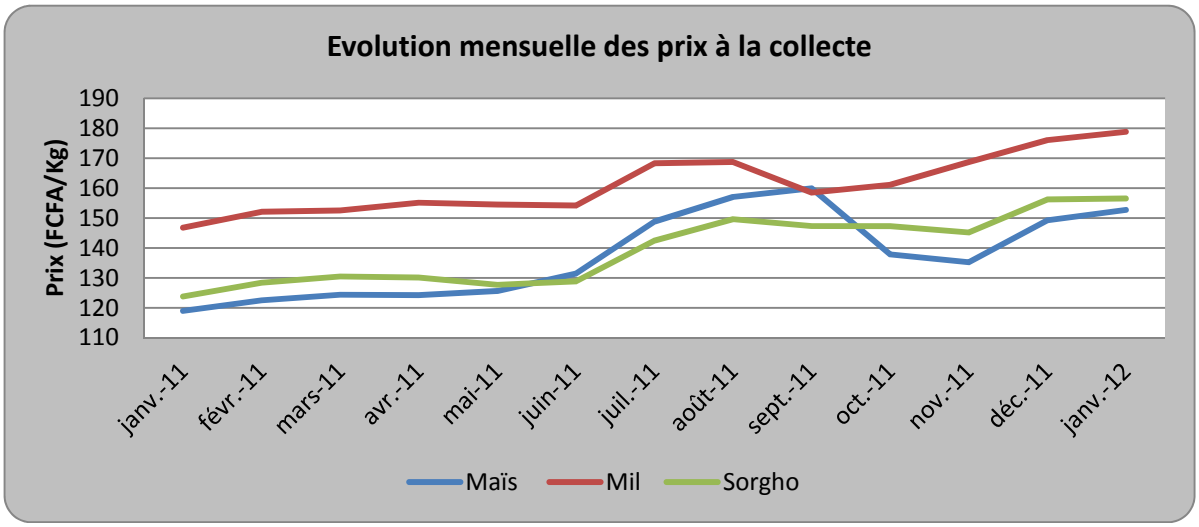
Par rapport au mois de janvier 2011 (taleau 2), les prix sont en hausse pour tous les produits. Cette hausse est de 22% pour le mil, de 26% pour le sorgho et de 28% pour le maïs blanc. Ces importantes variations s'expliquent toujours par l'appréhension pessimiste de la saison pluvieuse ainsi qu'à des retentions des stocks au niveau paysan.

Tableau 8 : Variation annuelle des prix à la collecte

Données	janv-11	janv-12	var an
Maïs	119	153	**28%**
Mil	147	179	**22%**
Sorgho	124	157	**26%**

Source : SONAGESS février 2012

Graphique 5 : Evolution mensuelle des prix à la collecte



Source : SONAGESS février 2012

La comparaison par rapport à la moyenne quinquennale fait ressortir des hausses de prix de l'ordre de 26% pour le maïs, de 21% pour le mil et de 28% pour le sorgho.

Tableau 9 : Variation annuelle des prix à la collecte

Données	5ans	janv-12	var 5ans
Maïs	121	153	**26%**
Mil	147	179	**21%**
sorgho	122	157	**28%**

Source : SONAGESS février 2012

- **Marché de consommation**

Sur les marchés de détail, les prix moyens des céréales sont demeurés quasi stables par rapport aux marchés de collecte.

Les prix moyens mensuels du kilogramme sont de 182 F CFA pour le maïs, 204 F CFA pour le mil et de 180 F CFA pour le sorgho. Les hausses sont comprises entre 32% et 39% .

Par rapport au mois précédent, les prix moyens ont enregistré de légères hausses de 3% pour le mil et de 2% pour le sorgho. Seul le prix du maïs a légèrement baissé de 1% (tableau 4).

Tableau 10 : Variation mensuelle des prix au consommateur

Données	déc-11	janv-12	var men
Maïs	184	182	**-1%**
Mil	199	204	**3%**
sorgho	176	180	**2%**

Source : SONAGESS février 2012

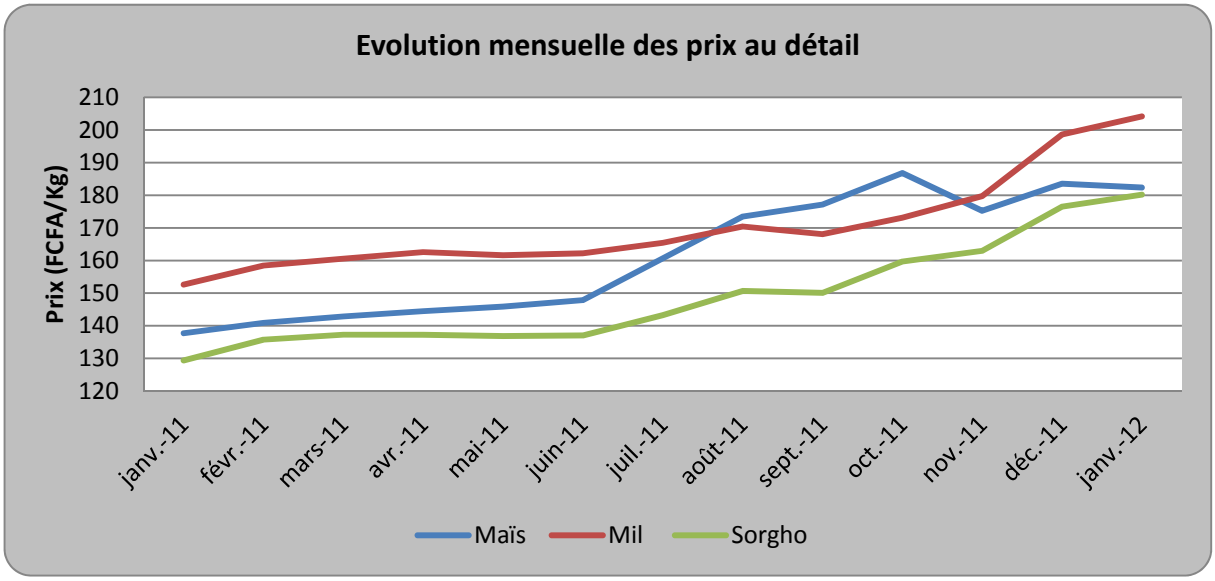
Comparativement à 2011 à la même période, une hausse des prix de 34% a été enregistrée pour le mil, de 39% pour le sorgho et 32% pour le maïs. Ces prix restent partout dans une tendance haussière.

Tableau 11 : Variation annuelle des prix au consommateur

Données	janv-11	janv-12	var an
maïs	138	182	**32%**
Mil	153	204	**34%**
sorgho	129	180	**39%**

Source : SONAGESS février 2012

Graphique 6 : Evolution mensuelle des prix au consommateur



Source : SONAGESS février 2012

De la comparaison avec la moyenne quinquennale, on note une hausse de 24% pour le maïs blanc, de 28% pour le mil local et de 30% pour le sorgho blanc.

Tableau 12 : Variation quinquennale des prix au consommateur

Données	5ans	janv-12	var 5ans
Maïs	147	182	**24%**
Mil	159	204	**28%**
sorgho	139	180	**30%**

Source : SONAGESS février 2012

Les prix pourraient connaître une tendance à la baisse au cours des trois mois à venir. Cette baisse des prix s'expliquerait d'une part par l'entrée sur le marché de nouvelles productions issues de la campagne de contre saison du maïs « Bondofa » en cours et d'autre part la vente à prix social organisée par la SO.NA.GE.S.S dans les zones à risque.

Dans les régions, l'on constate également une hausse significative des prix des différents produits rapport à la campagne précédente à la même période de l'année passée. Ainsi :

- Dans la région du Nord la hausse des prix varie selon les marchés. Elle est de 25 à 76% pour le sorgho, 16 à 56% pour le mil, 25 à 96% pour le mais. Toutefois il faut signaler dans cette région une stabilité relative des prix au cours du mois de février due à la mise en place de l'opération de vente de vivres à prix social.

- L'étude comparative des prix moyens des céréales (maïs, mil, sorgho et niébé) de janvier 2011/janvier 2012 dans les principaux marchés de la région de l'Est montre que la hausse est respectivement de 34% pour le maïs, 35% pour le mil, 36%, pour le sorgho et 65% pour le niébé.

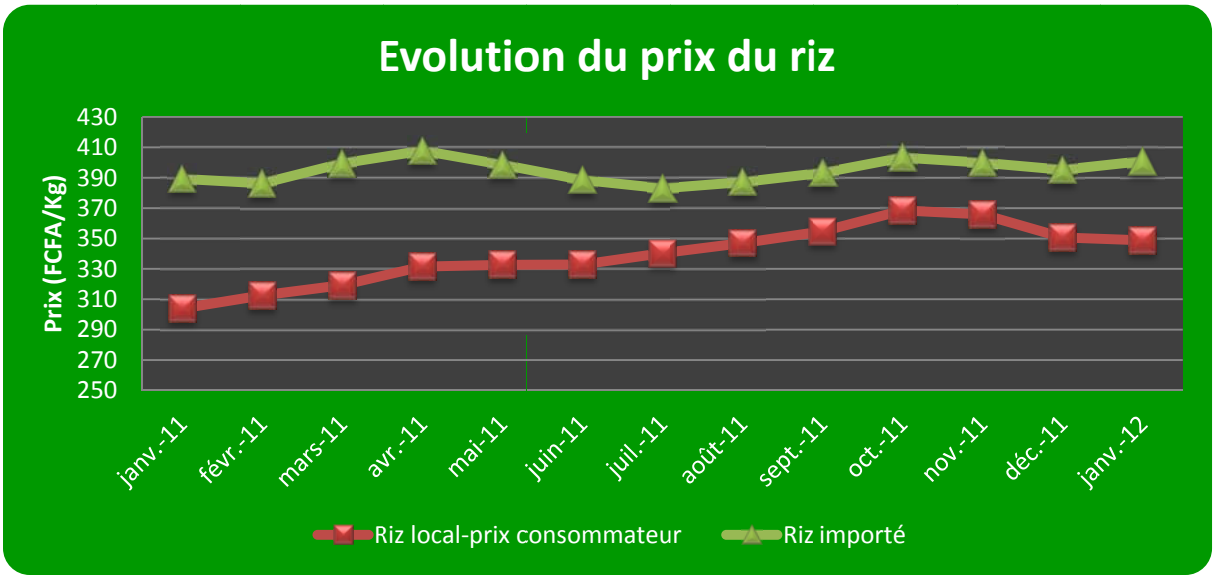
- Au Sud Ouest et dans les Cascades, les prix moyens de la tine du sorgho, du mil et du maïs sont respectivement de 2950 francs, 3232 francs et 2761 francs soit une hausse de 17,36%, 19,55 % et 15,79 % par rapport à ceux de la même période de l'année 2011. Cette tendance à la hausse est également constatée sur les prix du riz paddy, du niébé et de l'arachide avec un accroissement respectif de 23,71%, de 22,38% et de 26,85% par rapport à l'année passée.

- Au Sahel, les prix des différentes denrées enregistrent une hausse de 75 à 220%, par conséquent très élevés par rapport au pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Ils sont supérieurs à ceux de l'année passée à la même période. A titre d'exemple à Koutoukou dans le Soum, le sac de 100kg de mil coutait 13 500F en février 2011 contre 29700F en février 2012 soit une hausse de 220%. Cette tendance s'observe également dans le Centre Nord.

✓ **Les prix du riz local et importé**

Tout comme les céréales, le prix du riz a connu une hausse au cours de l'année. Néanmoins les mesures prises par l'Etat dans le cadre de l'Opération Vie chère (subvention du prix du riz) ont favorisé la baisse (6%) du prix du riz importé entre Mai et juillet 2011.

Graphique 7 : Evolution du prix du riz local et importé de janvier 2011 à janvier 2012



Source : SIM/SONAGESS

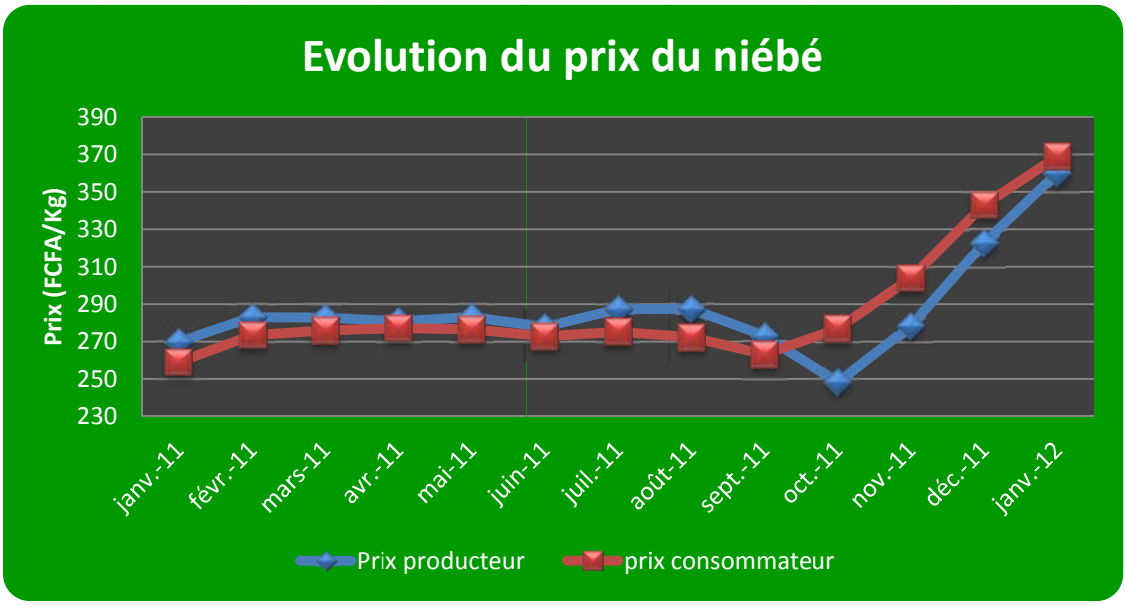
- ✓ **Les prix du niébé et de l'arachide**

La forte de demande en niébé et d'autres produits agricoles (le sésame, l'arachide, etc) ces dernières années a fait de ces produits de véritables source de revenu pour les producteurs.

- ✓ **Le niébé**

On note une transmission de la hausse des prix des céréales sur ceux du niébé qui est d'une part une importante source de revenus pour les ménages et d'autre part intervient fortement dans l'alimentation de ceux-ci. Ce légumineux est davantage plus consommé sur les sites aurifères car étant facile à transformer. Entre octobre 2011 et Janvier 2012, le prix au producteur du niébé a varié de 248 FCFA/kg à 360 FCFA/Kg soit une hausse de 31% en 4 mois.

Graphique 8 : Prix du nié bé dans quelques marchés de référence

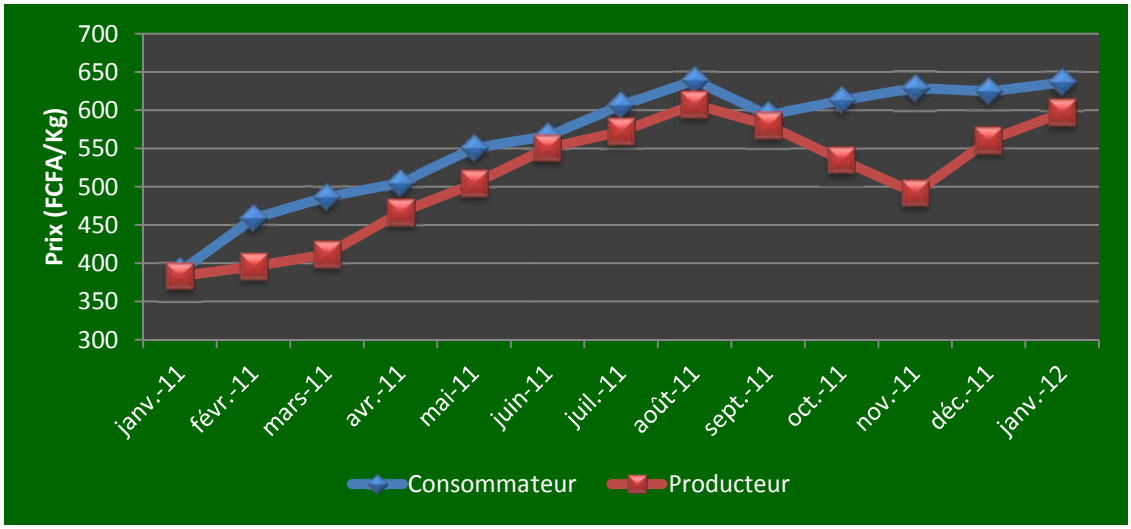


Source : SIM/SONAGESS

- ✓ L'arachide

Tout comme le niébé, la vente de l'arachide constitue pour bon nombre de ménages une importante source de revenus. Son prix subit les fluctuations de celui des céréales de base.

Graphique 9 : Evolution du prix de l'arachide de janvier 2011 à janvier 2012



Source : SIM/SONAGESS

5.1.2. Prix du bétail

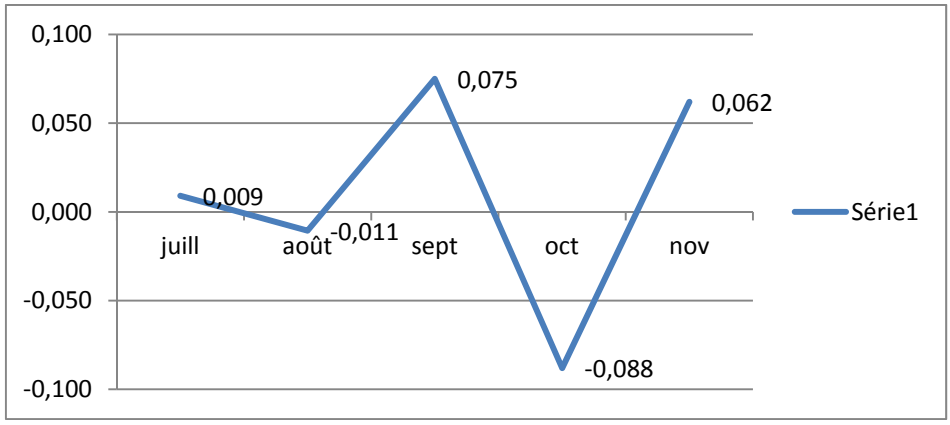
❖ **Niveau d'approvisionnement des marchés à bétail**

On note plusieurs tendances sur les marchés de bovins, de caprins et des ovins. On note ainsi une légère baisse sur ceux des bovins (2,0%) et des caprins (0,56%). Cependant, on a enregistré une augmentation des offres sur le marché des ovins de 2,3%. De façon générale, les ménages observent une prudence en prévision de la période difficile qui s'annonce. Les régions du Sahel de l'Est qui sont des zones pastorales connaissent ces difficultés. D'autres facteurs non moins importants tels que l'état des routes, la crise ivoirienne etc. ; contribuent à expliquer pourquoi le niveau d'approvisionnement des marchés à bétail s'affaibli.

❖ **Evolution des prix des animaux**

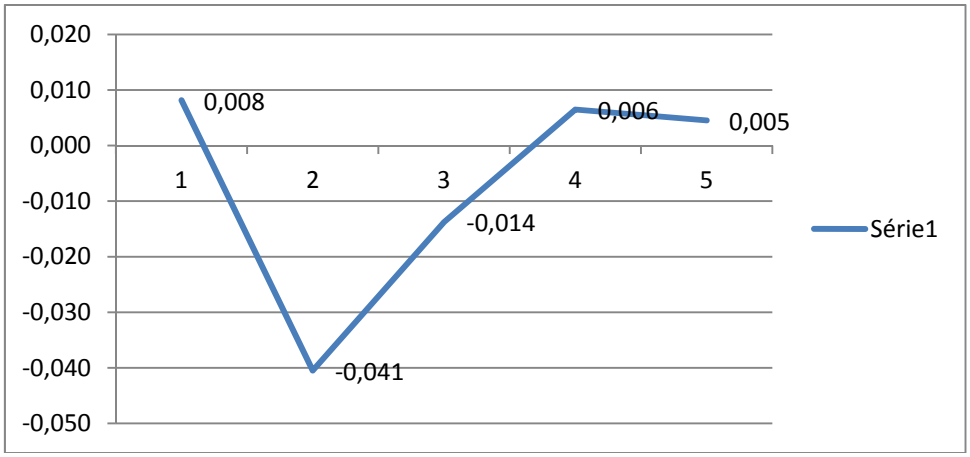
Les prix des animaux (toute espèce) sont en légère hausse de l'ordre de 1%. Le graphique ci-dessous indique une comparaison des prix entre les deux derniers semestres de 2010 et 2011 pour les caprins et les bovins.

Graphique 10 : Evolution en valeur relative des prix des caprins



Source : DGPSE février 2012

Graphique 11 : Evolution en valeur relative des prix des bovins



Source : DGPSE février 2012

5.2. Impact du niveau des prix sur les consommateurs et les producteurs

L'analyse des termes de l'échange bétail/céréales donne le résultat suivant :

Tableau 13 : Termes de l'échange bétail/céréales

bétail/céréale	Bouc mossi	Bouc sahélien
Mil	0,61	0,86
Sorgho	0,80	NA

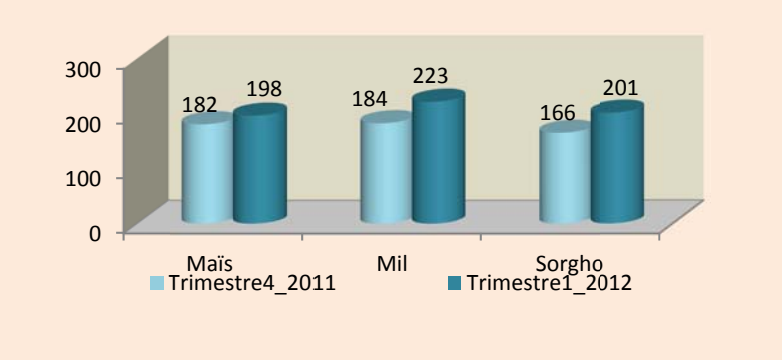
Source : Mission conjointe Etat-Partenaires du 5 au 12 février 2012

Dans l'ensemble on peut dire que la hausse des prix a entrainé la baisse du pouvoir d'achat de l'éleveur. La vente d'un petit ruminant sur un marché ne permet pas d'acquérir au moins un sac de mil ou de sorgho de 100kg.

- ***Prix attendus au deuxième trimestre 2012***

Les prix au consommateur des principales céréales (mil, maïs blanc et sorgho blanc), présentent au premier trimestre 2012 une tendance à la hausse par rapport à ceux observés au cours du quatrième trimestre de 2011. En effet, entre ces deux trimestres, les prix du sorgho et du mil connaissent une hausse de 21%. La plus faible hausse s'observe sur le prix du maïs avec 9% de variation.

Graphique 12 : Evolution des prix trimestre4_2011 et le trimestre1_2012



Source : DPSAA février 2012

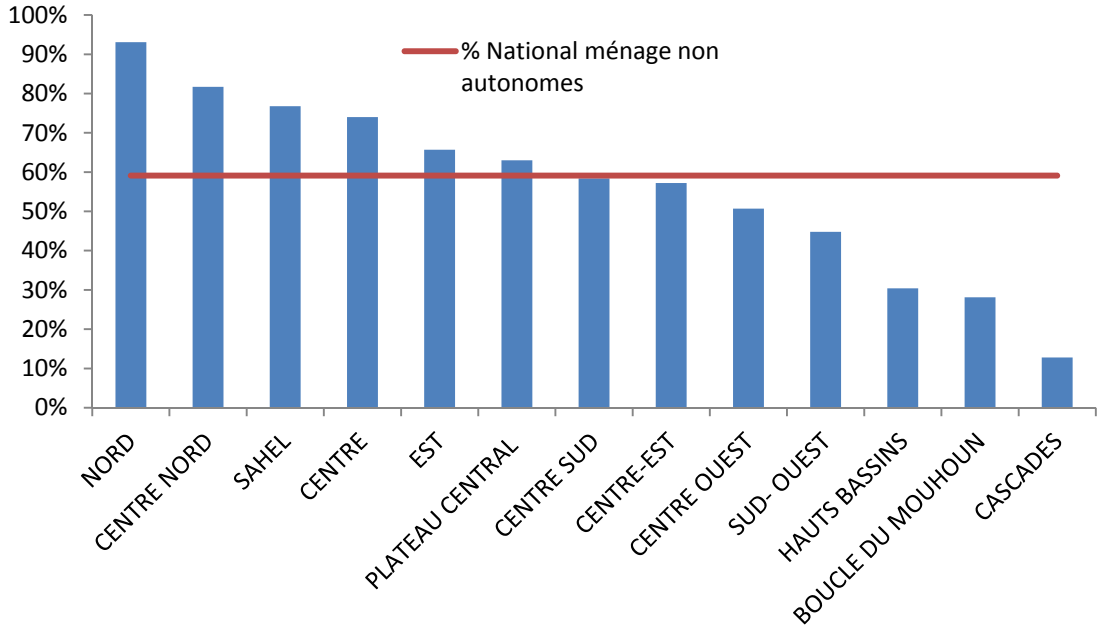
Cette hausse des prix s'expliquerait par la hausse traditionnelle des prix entre le dernier trimestre de chaque année et le premier trimestre de l'année suivante. En effet les écarts relatifs entre les trimestres 4 de l'année n et les premiers trimestres de l'année n+1 au cours des cinq dernières années montrent qu'il ya toujours eu une augmentation des prix entre ces trimestres.

5.3. Analyse de l'offre et de la demande

5.3.1. Autonomie de couverture des besoins céréaliers

Plus de 59% des ménages agricoles burkinabè n'arriveraient pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec la seule production de la campagne présente. Cependant une grande variabilité existe entre les régions. En effet, la proportion de ménages nonautonomes se situe entre 13% (dans les Cascades) et 93% (au Nord). Dans les régions du Nord, Centre Nord, du Sahel, du centre et du Plateau Central, la proportion de ménages non autonomes est au dessus de la moyenne nationale.

Graphique 13 : Ménages non autonomes



Source : SSAA/DPSAA/DGPER

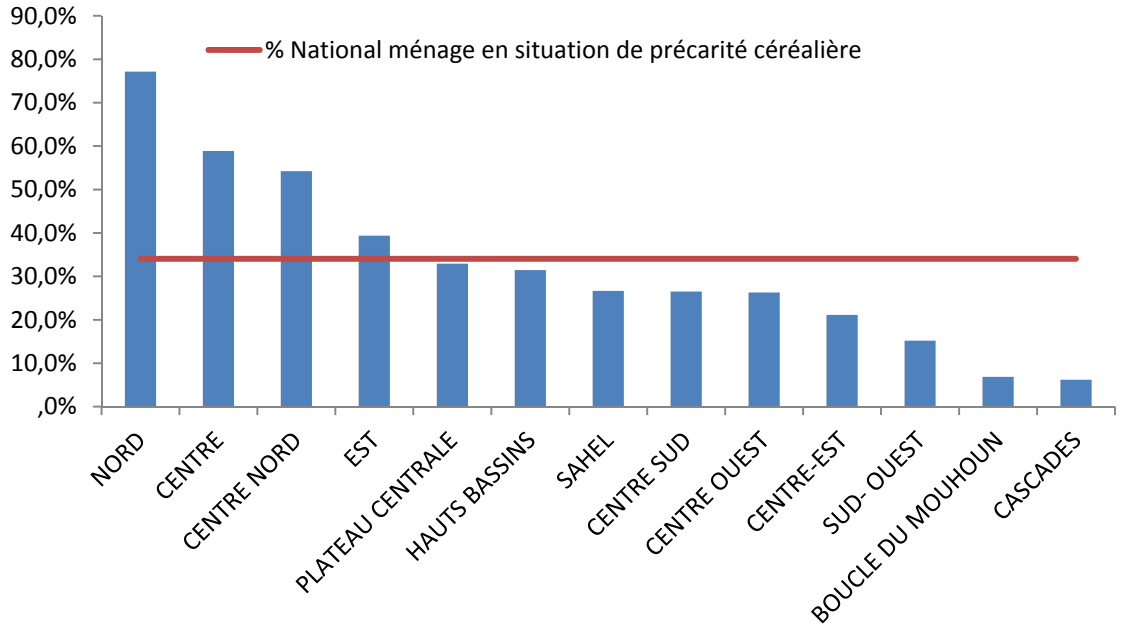
5.3.2. La précarité céréalière des ménages ruraux

Le terme de précarité céréalière est un terme utilisé pour désigner la situation des ménages dont la production par tête reste inférieure à celle d'un ménage non autonome à la fin d'une la campagne agricole qu'on aura choisie comme référence (c'est la campagne agricole 2006-2007 qui est choisie comme référence). La campagne 2006-2007 étant une bonne campagne du point de vue de la production, un ménage ayant produit moins qu'un ménage non autonome à la fin de la campagne 2006-2007 se trouve dans une situation très préoccupante, d'où le terme « précarité céréalière».

Plus de 34% des ménages risqueraient de tomber dans la précarité céréalière. Le niveau de précarité reste cependant très variable d'une région à l'autre. Ainsi, dans les régions, la plus forte proportion de ménages en situation de précarité céréalière est enregistrée au Nord et la

plus faible proportion se rencontre dans les Cascades (6% des ménages). Dans les régions, du Nord, du Centre, du Centre Nord et de l'Est, la proportion de ménages en situation de précarité céréalière est au dessus de la moyenne nationale.

Graphique 14 : Ménages en situation de précarité céréalière



Source : SSAA/DPSAA/DGPER

5.4. Etat et cartographie des stocks

On remarque une disponibilité des denrées sur le marché même si l'approvisionnement est en baisse par rapport à l'année dernière à la même période.

Les stocks paysans sont quasi nuls dans presque toutes les régions sauf au Sud Ouest, dans les Cascades et dans les Hauts Bassins et dans la partie sud du Centre Ouest où le stock initial a pu être reconstitué.

En revanche il a été observé la disponibilité des produits maraichers et des tubercules dans presque toutes les régions.

Les niveaux d'approvisionnement des marchés sont en général inférieurs à la normale. Cela s'explique par la rétention des stocks par les commerçants et par la peur de certains producteurs par rapport à la disponibilité des produits vivriers sur le territoire national. Cette disponibilité des denrées sur le marché s'observe surtout dans les grands marchés de référence et dans quelques provinces. Tous les marchés sont exclusivement approvisionnés par les commerçants. Dans les marchés des communes, les céréales de base sont souvent difficiles à trouver (cas des communes du Nord, du Sahel et de la partie nord du Centre Ouest).

5.5. Dynamique des importations et impacts sur les prix locaux

Les prévisions d'importations ont été estimées à 284 132 Tonnes avec une forte proportion pour le riz. Le tableau ci-dessous présente les prévisions d'importation de novembre 2011 à octobre 2012.

Tableau 14 : Prévision d'importations de novembre 2011 à octobre 2012

Désignation	Riz	Blé	MIL, SORGHO MAIS, FONIO	Total
Importations commerciales 2011/2012	201 031	57 458	25 643	284 132
Pourcentage du total	71%	20%	9%	100%
Importations d'aides alimentaires 2011/2012	2 600	0	1 778	**4 378**
Pourcentage du total	59%	0%	41%	100%
IMPORTATIONS TOTALES 2011/2012	203 631	57 458	27 421	288 510
Pourcentage	75%	19%	6%	100%

Source : SISANAP/DPSAA/DGPER

5.6. Dynamique des flux au niveau des frontières

Les flux céréaliers transfrontaliers des céréales sont faibles. Les transactions sont surtout orientées sur les spéculations telles que le niébé, l'arachide, dont la demande demeure forte au niveau national et des pays voisins.

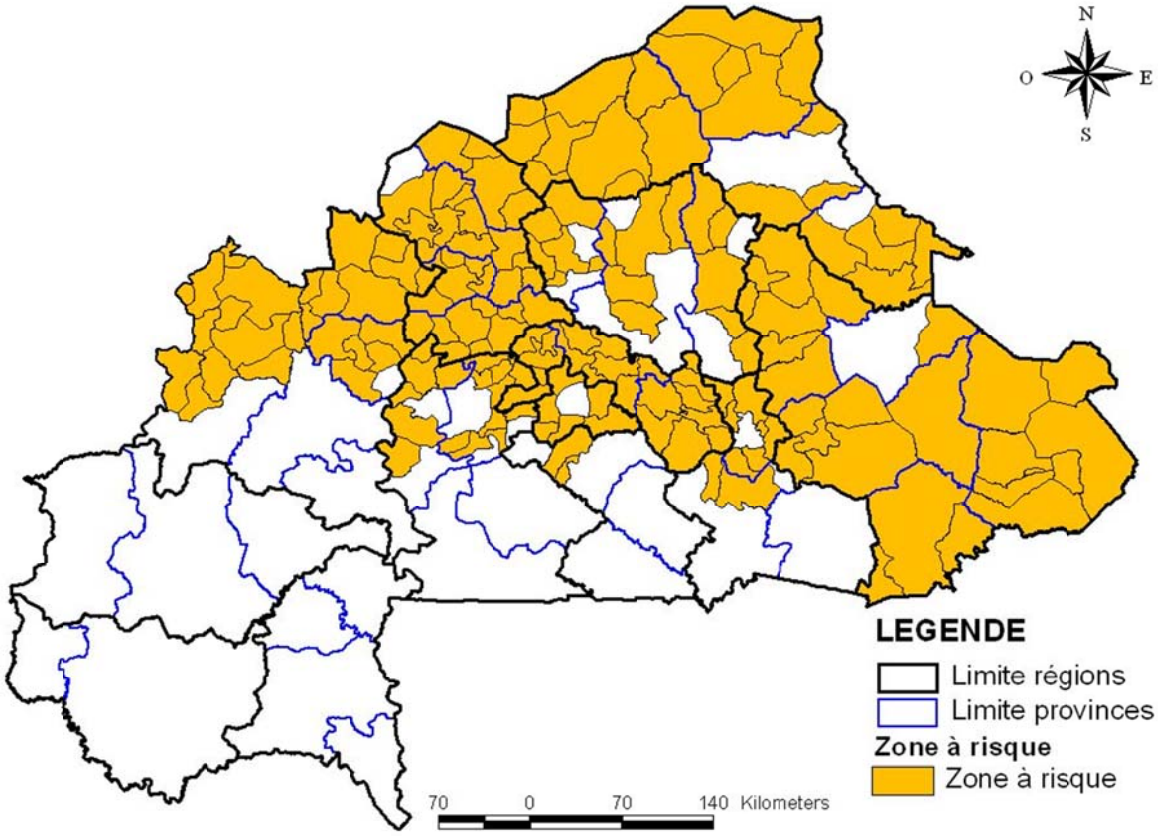
6. ZONES ET POPULATIONS A RISQUE IDENTIFIEES

En raison de la faiblesse de la production et du niveau de disponibilité alimentaire, la situation alimentaire courante des ménages pourraient connaître une détérioration dans les mois à venir, notamment dans les zones à risque alimentaires.

Au terme de la réévaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle par le dispositif de sécurité alimentaire, le nombre de communes rurales identifiées comme zone à risque d'insécurité alimentaire en octobre est passée à 170 communes. Elles sont localisées dans 29 provinces de 10 régions.

La figure ci-dessous présente la localisation des zones les plus affectées.

Carte 3 : Zones à risque d'insécurité alimentaire



Source : SISANAP/DPSAA/DGEPER

En outre il existe des ménages démunis dans toutes les communes qui n'ont pas une autonomie céréalière et qui sont exposés à l'insécurité alimentaire. Ces ménages développent des stratégies diverses pour faire face aux difficultés alimentaires. Il s'agit entre autres de la vente des produits de maraichage, d'élevage, des produits forestiers ligneux et non ligneux, le petit commerce qui permettent aux ménages de satisfaire les besoins de consommation.

La réduction du nombre de repas par jour est devenue courante dans ces ménages des zones à risque.

Par ailleurs il faut souligner l'arrivée des refugiés malien au Sahel. Cette nouvelle situation pourrait entrainer une hausse considérable des prix et aggraver l'inaccessibilité des ménages aux denrées alimentaires. Le flux important des animaux des réfugiés contribuerait également à détériorer davantage la situation alimentaire du bétail et risque d'exacerber des conflits divers dans la province du Soum.

7. ACTIONS D'URGENCES EN COURS A L'ENDROIT DES POPULATIONS VULNERABLES

Pour mieux affiner le ciblage des populations vulnérables du pays, une enquête sur l'économie des ménages (household econmy approach : HEA) a été diligentée par le dispositif de sécurité alimentaire et a permis d'estimer le nombre de personnes touchées et les besoins d'assistance correspondant. Au terme du processus qui s'est fondé sur trois (3) scenarii se basant sur les données de prix, de production et d'inflation ont été développés pour trois premiers trimestres de l'année, les conclusions suivantes ont été retenues :

- Un premier scénario qui couvre la période de janvier à mars 2012 estime à 994 939 personnes de seize (16) provinces qui pourraient enregistrer un déficit de survie (c'est-à-dire qui ne pourront pas couvrir leurs besoins minimum alimentaires de 2100 kilocalories par jour) et/ou un déficit de protection de moyens d'existence (c'est-à-dire qui ne pourront pas assurer les dépenses sociales minimum). Leurs besoins équivalent à 30 910 tonnes de céréales pour un montant de 6 445 299 000 FCFA. Le nombre de très pauvres est estimé à 513 142 personnes.
- Le deuxième scénario couvre la période d'avril à juin ; 27 provinces seraient en déficit de survie et /ou en déficit de protections de moyens d'existence. La population vulnérable serait de 2 065 738 dont 1 008 975 de très pauvres et 1 056 763 de pauvres, et les besoins équivalent à 63 787 tonnes de ² céréales, soit un montant de 13 899 434 000 FCFA.
- Enfin, le troisième scénario couvre la période de juillet à septembre, 32 provinces seraient en déficit de survie et/ou en déficit de protection des moyens d'existence. La population vulnérable est de 2 850 280 dont 1 359 036 de très pauvres. Les besoins seraient estimés à 118 508 tonnes, soit un montant de 35 194 406 000 FCFA.

7.1. Coût de l'ensemble des interventions

A l'issu de la publication des résultats prévisionnels de la campagne agricole 2011/2012 au mois d'octobre, le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers avaient entrepris des actions préventives, en l'occurrence la collecte des céréales dans les zones excédentaires et la mise à disposition des zones déficitaires de céréales à des prix sociaux, l'appui à la production de contre saison avec l'opération de production de maïs « bondofa », et l'adoption d'un plan opérationnel d'intervention.

Ce plan opérationnel d'intervention au profit des populations vulnérables a été actualisé suite à la dernière mission conjointe Etat-partenaires au développement du 05 au 12 février 2012, et à la publication des résultats de l'enquête sur l'économie des ménages.

Le coût total actualisé du plan s'élève à 103 930 067 350 FCFA. L'Etat et certains de ses partenaires ont déjà mobilisé plus de 18 milliards FCFA qui représentent 18 % du budget. Il en résulte un besoin de financement total de 85 516 593 494 de francs CFA, correspondant à 82 % du coût total du plan de soutien aux populations vulnérables.

7.2. Forces et faiblesses des interventions

- **Forces**
  - Existence d'un du dispositif fonctionnel de gestion des crises (SE/CNSA, SONAGESS, SAP, CONASUR, etc.) ;
  - Soutien aux producteurs pour la production agricole ;
  - Mise en place de programmes de filets sociaux (cantines scolaires, santé, appui aux indigents) ;
  - Régulation des prix des produits céréaliers à travers les ventes à prix social ;
  - Existence d'un réseau de partenaires ;

En dépit des forces, on note toutefois des faiblesses dans la mise en œuvre de ces interventions.

- **Faiblesses**
  - Retard dans la livraison des semences aux producteurs ;
  - manque d'appui aux structures techniques dans le suivi de la collecte afin d'éviter les fraudes (suivi qualité des semences) ;
  - non utilisation d'engrais et de fumure organique sur les parcelles de semences améliorées par certains producteurs ;
  - Manque de coordination des interventions sur le terrain ;
  - Non adaptation de certaines variétés de semences aux différentes zones ;
  - Faible capitalisation des expériences en matière d'aide alimentaire ;
  - Insuffisance des moyens techniques et financiers du système d'intervention ;

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En raison d'une perspective alimentaire peu rassurante dans l'ensemble des régions du pays, de celle d'une hausse probable des prix des céréales dans les zones à risque évaluée à 50%, et de la situation alimentaire difficile déjà pour les animaux, le Comité de Prévision de Sécurité Alimentaire recommandations ci-dessous à court et moyens termes à l'attention de l'Etat et de ses Partenaires au développement.

A cout terme

Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique

- Poursuivre la veille de suivi (situation alimentaire, prix sur les marches…) dans les zones à risques (rurales et urbaines) et les concertations locales utiles à la mise en place de cette veille ;
- Rendre opérationnel le Comité Régional de suivi de la Sécurité Alimentaire en mettant à sa disposition un budget de fonctionnement.
- Renforcer les activités de plaidoyer, d'information et de communication sur l'évolution de la situation et la réponse en cours ;
- Assurer le fonctionnement des structures de coordination et de suivi pour faciliter et optimiser la coordination de la réponse en cours et à venir

Ministère des Ressources Animales

- Poursuivre les efforts de diagnostic biologique pour situer sur la nature de la maladie asine ;
- Soutenir la campagne de vaccination contre la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) en rendant disponible les vaccins dans les services vétérinaires ;
- Procéder à une vaccination systématique des animaux des refugiés maliens localisés au niveau des frontières ;
- Organiser la mise à disposition des Sous Produits Agro-industriels (SPAI) dans les zones à risque pour l'alimentation du bétail ;
- Appuyer la mise en place d'un dispositif de réponse et de suivi aux points de concentration stratégiques ;
- Promouvoir le dialogue entre les pays pour réglementer et mettre en pratique les textes portant sur la transhumance transfrontalière afin de sécuriser le bétail.

Ministère de la Santé

- Rendre disponibles dans toutes les régions les intrants de prise en charge des malnutris ;
- Tenir compte des périodes de pics de malnutrition aiguë pour anticiper les actions permettant de juguler les effets.

Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale

- Assurer et appuyer la définition commune du processus de ciblage des bénéficiaires dans les communes à risque ;
- Assurer et appuyer la fonctionnalité et l'activité du CONASUR et de ses structures déconcentrées sur le terrain.

Partenaires Techniques et Financiers

- Appuyer l'Etat dans les actions de ciblage, de soutien et d'assistance aux populations vulnérables ;
- Planifier les actions de soutien en concertation avec les structures habilitées (SP / CONASUR, DGPER, SE/CNSA).

A moyen terme

Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique

- Mettre à la disposition des producteurs et à temps les intrants agricoles pour la campagne 2012-2013 ;
- Poursuivre la réhabilitation des ouvrages hydrauliques endommagés.

Ministère des Ressources Animales

- Poursuivre la reconfiguration des zones pastorales (balisage des couloirs de transhumance) afin de réduire les conflits dès l'installation de la campagne agropastorale.

ANNEXE 1 : TABLEAUX DES RESULTATS ET METHODOLOGIE DE L'EPA 2011/2012

-Décret n°2007-390/PRES promulguant la loi n°012-2007/AN du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques
-Enquête Permanente Agricole (EPA)
VISA STATISTIQUE N°AP2008002CNSCS4

ANNEXE1 : TABLEAUX DES RESULTATS

Annexe 1 : Superficie définitive (en ha) des cultures céréalières (hors plaines et bas fonds aménagés)-EPA1112

Régions/Provinces	MIL	MAÏS	RIZ	FONIO	SORGHO	SORGHO ROUGE	CEREALES
Centre	**17 595**	**6 468**	**475**		**22 660**	**13 677**	**60 874**
Kadiogo	17 595	6 468	475		22 660	13 677	60 874
Plateau Central	**47 332**	**19 462**	**1 758**		**61 994**	**49 509**	**180 056**
Ganzourgou	12 544	11 765	1 525		23 044	33 195	82 073
Oubritenga	20 868	6 528	231		24 403	12 684	64 714
Kourwéogo	13 920	1 170	3		14 546	3 631	33 270
Centre Nord	**110 678**	**15 910**	**864**		**156 790**	**2 983**	**287 225**
Bam	23 024	2 201	365		35 581		61 172
Namentenga	23 087	7 014	499		48 569	422	79 590
Sanmatenga	64 568	6 695			72 640	2 561	146 463
Centre Ouest	**82 760**	**64 862**	**4 014**		**189 321**	**46 564**	**387 520**
Boulkièmdé	30 469	3 906	696		67 515	16 174	118 760
Sanguié	28 406	1 954	806		77 813	6 501	115 481
Sissili	11 075	42 496	1 769		24 640	10 292	90 273
Ziro	12 810	16 505	742		19 353	13 597	63 006
Centre Sud	**46 452**	**35 895**	**7 050**		**24 430**	**43 539**	**157 366**
Bazèga	18 212	12 674	679		10 598	18 555	60 719
Nahouri	4 608	11 768	2 583		3 590	10 613	33 161
Zoundweogo	23 632	11 453	3 788		10 242	14 372	63 487
Sahel	**229 296**	**975**			**64 054**	**381**	**294 705**
Oudalan	80 787	77			2 320		83 184
Séno	40 502	274			15 159		55 935
Soum	97 650	328			15 266		113 244
Yagha	10 356	295			31 310	381	42 342
Boucle du Mouhoun	**222 763**	**109 078**	**20 149**	**11 586**	**223 343**	**50 872**	**637 791**
Kossi	120 395	13 183	330	11 213	13 501	14 744	173 365
Mouhoun	34 875	26 521	465		62 802	3 711	128 374
Sourou	23 189	2 568	1 927		48 358	2 762	78 804
Balé	9 557	26 091	2 702		38 121	13 789	90 261
Banwa	9 364	39 707	14 207	373	26 189	13 225	103 065
Nayala	25 382	1 008	519		34 371	2 640	63 920
Est	**85 855**	**56 346**	**8 721**		**150 741**	**25 471**	**327 134**
Gnagna	45 967	9 750	605		83 621	523	140 466
Gourma	26 488	15 116	4 033		18 453	17 846	81 935
Tapoa	5 675	17 235	2 958		22 211	1 883	49 962
Komandjoari	4 022	3 552			22 183	847	30 603
Kompienga	3 703	10 694	1 126		4 272	4 373	24 168
Centre Est	**59 291**	**47 430**	**20 303**		**26 340**	**91 651**	**245 015**
Boulgou	28 226	23 507	9 119		5 859	25 114	91 826
Kouritenga	17 682	3 733	1 906		14 955	39 697	77 973
Koulpélgo	13 383	20 190	9 278		5 526	26 840	75 217
Nord	**149 431**	**8 379**	**162**	**206**	**167 644**	**2 406**	**328 227**
Passoré	17 448	1 373	34		51 689	2 114	72 657
Yatenga	93 288	4 687	68		83 513	291	181 848
Loroum	34 238	1 572		206	9 668		45 684
Zondoma	4 457	747	60		22 774		28 037
Sud Ouest	**48 433**	**65 855**	**7 588**		**49 549**	**47 998**	**219 423**
Bougouriba	5 822	8 991	1 514		5 506	6 539	28 373
Poni	10 581	29 922	1 133		8 582	9 126	59 344
Ioba	30 005	17 641	3 807		28 791	31 626	111 869
Noumbiel	2 025	9 301	1 135		6 669	707	19 837
Hauts Bassins	**38 920**	**184 348**	**18 295**	**6 985**	**127 484**	**28 627**	**404 659**
Houet	18 532	59 181	10 526	3 285	41 024	18 907	151 453
Kénédougou	12 265	68 228	4 229	3 701	58 246	2 695	149 364
Tuy	8 123	56 938	3 540		28 215	7 026	103 842
Cascades	**4 606**	**80 912**	**8 900**	**2 914**	**10 603**	**3 250**	**111 186**
Comoé	1 123	52 821	6 665	1 606	8 119	2 521	72 856
Léraba	3 484	28 091	2 234	1 308	2 484	729	38 330
Burkina Faso	**1 143 410**	**695 920**	**98 278**	**21 691**	**1 274 953**	**406 928**	**3 641 181**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 2 : Superficie définitive (en ha) des périmètres irrigués et des bas fonds aménagés-EPA1112

Régions/Provinces	Superficie saison pluvieuse		Superficie saison sèche		Superficie totale		Ensemble
	MAÏS	RIZ	MAÏS	RIZ	MAÏS	RIZ	
Centre		**905**	**20**	**46**	**20**	**951**	**971**
Kadiogo		905	**20**	46	**20**	951	971
Plateau Central		**1 979**	**149**	**50**	**149**	**2 029**	**2 178**
Ganzourgou		1 232	80	35	80	1 267	1 347
Oubritenga		410	69		69	410	478
Kourwéogo		337		15	-	352	352
Centre Nord	**-**	**1 994**	**421**	**191**	**421**	**2 184**	**2 605**
Bam		405	117	-	117	405	521
Namentenga	-	694	105	87	105	781	885
Sanmatenga		896	200	104	200	999	1 199
Centre Ouest	**77**	**1 990**	**96**	**32**	**173**	**2 022**	**2 195**
Boulkièmdé	15	819	56		71	819	890
Sanguié	10	336	13		23	336	359
Sissili	21	619	9	30	30	649	679
Ziro	31	216	18	2	49	218	267
Centre Sud		**2 564**		**17**	**-**	**2 580**	**2 580**
Bazèga		577		-	-	577	577
Nahouri		724		-	-	724	724
Zoundweogo		1 263		17	-	1 279	1 279
Sahel		**472**		**20**	**-**	**502**	**502**
Oudalan		36		-	-	36	36
Séno		69		-	-	69	69
Soum		314		-	-	314	314
Yagha		53		20	-	83	83
Boucle du Mouhoun	**2 030**	**3 953**	**230**	**997**	**2 260**	**4 950**	**7 210**
Kossi	1	90			1	90	91
Mouhoun	12	435			12	435	447
Sourou	2 017	1 120	230	997	2 247	2 117	4 364
Balé		863		-	-	863	863
Banwa		1 046			-	1 046	1 046
Navala		399			-	399	399
Est	**27**	**2 475**	**78**	**173**	**105**	**2 648**	**2 753**
Gnagna	2	660	66	143	68	803	871
Gourma		758	2	30	2	788	790
Tapoa	25	393	10	-	35	393	428
Komandjoari		271		-	-	271	271
Kompienga		394		-	-	394	394
Centre Est		**4 445**	**190**	**1 778**	**190**	**6 223**	**6 413**
Boulgou		3 006	155	1 766	155	4 772	4 928
Kouritenga		719	23	12	23	731	754
Koulpélgo		719	12		12	719	731
Nord		**2 320**		**10**	**-**	**2 330**	**2 330**
Passoré		196		10	-	206	206
Yatenga		1 368			-	1 368	1 368
Loroum		430			-	430	430
Zondoma		326			-	326	326
Sud Ouest		**1 066**	**141**	**32**	**141**	**1 098**	**1 238**
Bougouriba		321	14		14	321	335
Poni		534	46		46	534	580
Ioba		789	59	32	59	821	880
Noumbiel		211	22		22	211	233
Hauts Bassins	**266**	**4 533**	**668**	**800**	**934**	**5 333**	**6 267**
Houet	-	2 124	526	600	526	2 724	3 250
Kénédougou	8	1 746	125	200	133	1 946	2 079
Tuy	258	664	17		275	664	939
Cascades	**145**	**4 064**	**738**	**286**	**883**	**4 350**	**5 234**
Comoé	20	2 154	413	206	433	2 360	2 793
Léraba	125	1 911	325	80	450	1 991	2 441
Burkina Faso	**2 545**	**32 760**	**2 730**	**4 431**	**5 275**	**37 200**	**42 475**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 3 : Superficie définitive totale (en ha) des cultures céréalières- EPA1112

Régions/Provinces	MIL	MAÏS*	RIZ*	FONIO	SORGHO	SORGHO ROUGE	Ensemble
Centre	**17 595**	**6 488**	**1 426**	**-**	**22 660**	**13 677**	**61 846**
Kadiogo	17 595	6 488	1 426	-	22 660	13 677	61 846
Plateau Central	**47 332**	**19 611**	**3 787**	**-**	**61 994**	**49 509**	**182 234**
Ganzourgou	12 544	11 845	2 792	-	23 044	33 195	83 420
Oubritenga	20 868	6 596	640	-	24 403	12 684	65 192
Kourwéogo	13 920	1 170	355	-	14 546	3 631	33 622
Centre Nord	**110 678**	**16 331**	**3 048**	**-**	**156 790**	**2 983**	**289 830**
Bam	23 024	2 318	769	-	35 581	-	61 693
Namentenga	23 087	7 119	1 279	-	48 569	422	80 475
Sanmatenga	64 568	6 895	999	-	72 640	2 561	147 662
Centre Ouest	**82 760**	**65 035**	**6 036**	**-**	**189 321**	**46 564**	**389 715**
Boulkièmdé	30 469	3 977	1 516	-	67 515	16 174	119 651
Sanguié	28 406	1 977	1 142	-	77 813	6 501	115 840
Sissili	11 075	42 526	2 418	-	24 640	10 292	90 952
Ziro	12 810	16 554	960	-	19 353	13 597	63 273
Centre Sud	**46 452**	**35 895**	**9 630**	**-**	**24 430**	**43 539**	**159 947**
Bazèga	18 212	12 674	1 256	-	10 598	18 555	61 296
Nahouri	4 608	11 768	3 307	-	3 590	10 613	33 885
Zoundweogo	23 632	11 453	5 067	-	10 242	14 372	64 766
Sahel	**229 296**	**975**	**502**	**-**	**64 054**	**381**	**295 207**
Oudalan	80 787	77	36	-	2 320	-	83 221
Séno	40 502	274	69	-	15 159	-	56 005
Soum	97 650	328	314	-	15 266	-	113 558
Yagha	10 356	295	83	-	31 310	381	42 424
Boucle du Mouhoun	**222 763**	**111 338**	**25 098**	**11 586**	**223 343**	**50 872**	**645 000**
Kossi	120 395	13 184	420	11 213	13 501	14 744	173 456
Mouhoun	34 875	26 533	899	-	62 802	3 711	128 821
Sourou	23 189	4 815	4 044	-	48 358	2 762	83 168
Balé	9 557	26 091	3 565	-	38 121	13 789	91 124
Banwa	9 364	39 707	15 253	373	26 189	13 225	104 111
Nayala	25 382	1 008	918	-	34 371	2 640	64 319
Est	**85 855**	**56 451**	**11 369**	**-**	**150 741**	**25 471**	**329 887**
Gnagna	45 967	9 818	1 408	-	83 621	523	141 337
Gourma	26 488	15 118	4 821	-	18 453	17 846	82 725
Tapoa	5 675	17 270	3 351	-	22 211	1 883	50 390
Komandjoari	4 022	3 552	271	-	22 183	847	30 874
Kompienga	3 703	10 694	1 519	-	4 272	4 373	24 561
Centre Est	**59 291**	**47 620**	**26 526**	**-**	**26 340**	**91 651**	**251 428**
Boulgou	28 226	23 663	13 892	-	5 859	25 114	96 753
Kouritenga	17 682	3 755	2 637	-	14 955	39 697	78 727
Koulpélgo	13 383	20 202	9 997	-	5 526	26 840	75 948
Nord	**149 431**	**8 379**	**2 492**	**206**	**167 644**	**2 406**	**330 557**
Passoré	17 448	1 373	240	-	51 689	2 114	72 863
Yatenga	93 288	4 687	1 436	-	83 513	291	183 216
Loroum	34 238	1 572	430	206	9 668	-	46 114
Zondoma	4 457	747	386	-	22 774	-	28 363
Sud Ouest	**48 433**	**65 996**	**8 686**	**-**	**49 549**	**47 998**	**220 661**
Bougouriba	5 822	9 005	1 835	-	5 506	6 539	28 708
Poni	10 581	29 968	1 667	-	8 582	9 126	59 924
Ioba	30 005	17 699	4 628	-	28 791	31 626	112 749
Noumbiel	2 025	9 323	1 345	-	6 669	707	20 070
Hauts Bassins	**38 920**	**185 281**	**23 628**	**6 985**	**127 484**	**28 627**	**410 925**
Houet	18 532	59 707	13 249	3 285	41 024	18 907	154 703
Kénédougou	12 265	68 361	6 175	3 701	58 246	2 695	151 442
Tuy	8 123	57 214	4 204	-	28 215	7 026	104 781
Cascades	**4 606**	**81 795**	**13 250**	**2 914**	**10 603**	**3 250**	**116 419**
Comoé	1 123	53 254	9 025	1 606	8 119	2 521	75 648
Léraba	3 484	28 541	4 225	1 308	2 484	729	40 771
Burkina Faso	**1 143 410**	**701 196**	**135 479**	**21 691**	**1 274 953**	**406 928**	**3 683 656**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

* :Y compris les superficies des périmètres irrigués et des bas-fonds aménagés

Annexe 4 : Superficie définitive (en ha) des cultures de rente (hors plaines et bas-fonds aménagés) - EPA1112

Régions/Provinces	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	Ensemble
Centre		**5 000**	**425**		**5 425**
Kadiogo		5 000	425		5 425
Plateau Central	**4 018**	**11 775**	**4 500**	**5**	**20 298**
Ganzourgou	4 018	3 842	1 095	5	8 961
Oubritenga		5 338	3 049		8 388
Kourwéogo		2 594	356		2 950
Centre Nord		**25 257**	**925**		**26 181**
Bam		3 543			3 543
Namentenga		10 152	925		11 076
Sanmatenga		11 562			11 562
Centre Ouest	**22 553**	**52 212**	**5 884**	**2 666**	**83 314**
Boulkièmdé		25 534	638		26 172
Sanguié	499	8 818	977		10 294
Sissili	18 002	11 876	1 560	2 660	34 099
Ziro	4 051	5 984	2 709	5	12 750
Centre Sud	**12 807**	**27 463**	**5 387**	**1 649**	**47 306**
Bazèga	1 935	10 606	1 378		13 919
Nahouri	8 985	9 726	4 010	1 647	24 368
Zoundweogo	1 887	7 130		2	9 019
Sahel		**3 632**	**976**		**4 609**
Oudalan			67		67
Séno		169	77		245
Soum		734	832		1 567
Yagha		2 729			2 729
Boucle du Mouhoun	**101 700**	**33 237**	**56 748**	**561**	**192 245**
Kossi	3 352	4 581	25 341		33 274
Mouhoun	27 877	8 105	13 138	340	49 460
Sourou		4 815	2 332		7 147
Balé	32 741	8 020	4 493		45 254
Banwa	32 672	5 257	11 444	221	49 593
Nayala	5 058	2 459			7 517
Est	**35 678**	**67 764**	**10 655**	**3 907**	**118 004**
Gnagna		57 162	1 398		58 559
Gourma	7 090	7 379	6 340	1 907	22 717
Tapoa	24 313	293	2 260	1 002	27 867
Komandjoari		2 620	351	194	3 165
Kompienga	4 275	310	306	804	5 696
Centre Est	**17 355**	**37 545**	**149**	**15 433**	**70 482**
Boulgou	1 856	19 717		2 022	23 595
Kouritenga	3 376	8 161	99		11 635
Koulpélgo	12 124	9 667	50	13 411	35 252
Nord		**32 090**	**2 469**		**34 559**
Passoré		7 817	1 036		8 853
Yatenga		16 602	905		17 507
Loroum		4 091	432		4 523
Zondoma		3 580	96		3 676
Sud Ouest	**35 944**	**37 418**	**347**	**541**	**74 249**
Bougouriba	2 899	1 630	166	119	4 815
Poni	2 679	7 508	9	19	10 215
Ioba	30 366	26 799	172	213	57 551
Noumbiel		1 480		189	1 668
Hauts Bassins	**132 975**	**33 562**	**15 872**	**1 215**	**183 625**
Houet	60 835	17 557	12 029		90 422
Kénédougou	26 671	9 851	1 764	1 074	39 360
Tuy	45 469	6 154	2 079	141	53 843
Cascades	**32 059**	**21 750**	**16 414**	**6**	**70 229**
Comoé	15 233	17 573	9 065	6	41 878
Léraba	16 826	4 177	7 349		28 351
Burkina Faso	**395 089**	**388 704**	**120 750**	**25 984**	**930 527**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 5 : Superficie définitive (en ha) des autres cultures vivrières (hors plaines et bas-fonds) - EPA1112

Régions/Provinces	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	Ensemble
Centre			**4 453**	**653**	**5 105**
Kadiogo			4 453	653	5 105
Plateau Central			**7 805**	**4 525**	**12 330**
Ganzourgou			5 576	129	5 706
Oubritenga			1 823	3 107	4 930
Kourwéogo			405	1 289	1 694
Centre Nord			**15 049**	**7 120**	**22 169**
Bam			503	1 842	2 345
Namentenga			1 398	1 483	2 881
Sanmatenga			13 148	3 795	16 943
Centre Ouest	**5 754**	**2 662**	**7 214**	**3 476**	**19 106**
Boulkièmdé			2 404	1 676	4 080
Sanguié	3		1 394	1 587	2 984
Sissili	5 751	2 662	2 198	132	10 743
Ziro			1 217	81	1 298
Centre Sud	**3**	**463**	**4 824**	**1 031**	**6 321**
Bazèga			2 519	746	3 265
Nahouri	3	463	1 009	7	1 482
Zoundweogo			1 296	278	1 573
Sahel			**222**	**1 072**	**1 294**
Oudalan					-
Séno			199		199
Soum				1 072	1 072
Yagha			23		23
Boucle du Mouhoun		**427**	**21 156**	**3 456**	**25 039**
Kossi		26	2 552	1 784	4 362
Mouhoun			8 280	1 087	9 367
Sourou			1 056	480	1 536
Balé			3 283		3 283
Banwa		401	4 213	17	4 631
Nayala			1 772	88	1 860
Est		**435**	**1 862**	**1 016**	**3 313**
Gnagna			313	156	469
Gourma		269	958	558	1 785
Tapoa			214		214
Komandjoari		83	207	299	589
Kompienga		82	170	3	256
Centre Est		**29**	**4 045**	**934**	**5 007**
Boulgou			1 728	697	2 425
Kouritenga			1 320		1 320
Koulpélgo		29	997	236	1 262
Nord		**47**	**3 588**	**5 329**	**8 964**
Passoré			931	1 058	1 989
Yatenga			1 772	2 294	4 066
Loroum			79	1 428	1 507
Zondoma		47	806	549	1 402
Sud Ouest	**5 231**	**184**	**4 426**	**1 744**	**11 585**
Bougouriba	115		729	382	1 226
Poni	1 068	51	1 138	1 062	3 319
Ioba	17		1 677	104	1 798
Noumbiel	4 030	133	881	197	5 242
Hauts Bassins	**1 595**	**2 048**	**17 988**	**9 666**	**31 297**
Houet	56	189	9 024	4 554	13 823
Kénédougou	1 539	1 859	6 077	4 627	14 101
Tuy			2 887	485	3 372
Cascades	**744**	**1 065**	**6 738**	**3 389**	**11 936**
Comoé	561	98	5 055	1 747	7 462
Léraba	183	966	1 683	1 642	4 474
Burkina Faso	**13 327**	**7 359**	**99 368**	**43 412**	**163 466**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 6 : Production définitive (en tonne) des cultures céréalières (hors plaines et bas fonds aménagés)-EPA1112

Régions/Provinces	MIL	MAÏS	RIZ	FONIO	SORGHO	SORGHO	Ensemble
Centre	**11 712**	**8 620**	**250**	**-**	**20 445**	**13 675**	**54 702**
Kadiogo	11 712	8 620	250	-	20 445	13 675	54 702
Plateau Central	**28 759**	**27 804**	**2 349**	**-**	**47 601**	**54 923**	**161 435**
Ganzourgou	10 164	20 002	2 091	-	21 312	40 513	94 083
Oubritenga	12 512	7 122	258	-	19 688	12 444	52 024
Kourwéogo	6 083	680	0	-	6 601	1 965	15 328
Centre Nord	**64 232**	**10 405**	**1 032**	**-**	**105 106**	**2 062**	**182 837**
Bam	14 322	1 914	590	-	21 545	-	38 371
Namentenga	14 083	3 751	442	-	31 343	293	49 912
Sanmatenga	35 826	4 740	-	-	52 218	1 769	94 553
Centre Ouest	**66 555**	**102 610**	**2 914**	**-**	**135 095**	**43 162**	**350 336**
Boulkièmdé	20 850	2 764	450	-	37 839	11 934	73 838
Sanguié	19 444	1 276	421	-	47 075	4 815	73 030
Sissili	12 001	73 236	1 322	-	28 494	10 421	125 474
Ziro	14 260	25 333	721	-	21 688	15 992	77 994
Centre Sud	**37 676**	**54 777**	**9 277**	**-**	**30 739**	**49 594**	**182 064**
Bazèga	13 471	14 218	832	-	10 684	15 504	54 710
Nahouri	3 801	22 610	3 280	-	4 400	11 903	45 995
Zoundweogo	20 403	17 949	5 165	-	15 655	22 187	81 360
Sahel	**125 383**	**1 065**	**-**	**-**	**52 565**	**1 318**	**180 331**
Oudalan	32 222	97	-	-	5 426	1 166	38 911
Séno	33 340	174	-	-	18 027	-	51 540
Soum	50 828	678	-	-	10 718	4	62 228
Yagha	8 992	116	-	-	18 395	149	27 652
Boucle du Mouhoun	**189 721**	**172 857**	**27 654**	**6 663**	**221 074**	**52 052**	**670 019**
Kossi	97 933	10 727	370	6 513	12 747	12 551	140 842
Mouhoun	37 473	52 322	789	-	58 043	4 501	153 127
Sourou	16 842	2 221	1 125	-	44 793	836	65 816
Balé	9 577	46 881	3 096	-	51 248	17 752	128 554
Banwa	8 502	60 047	22 163	149	26 034	14 612	131 507
Nayala	19 393	659	111	-	28 208	1 802	50 173
Est	**67 919**	**59 801**	**10 169**	**-**	**123 547**	**28 462**	**289 898**
Gnagna	27 947	3 869	491	-	57 165	206	89 679
Gourma	27 955	20 062	5 717	-	18 848	21 624	94 206
Tapoa	5 979	23 368	3 447	-	27 338	3 011	63 143
Komandjoari	3 122	2 837	-	-	16 321	863	23 144
Kompienga	2 916	9 664	514	-	3 874	2 759	19 727
Centre Est	**58 919**	**70 554**	**23 160**	**-**	**30 775**	**118 216**	**301 624**
Boulgou	29 579	39 303	13 056	-	6 335	36 187	124 461
Kouritenga	16 586	5 358	1 328	-	18 164	51 636	93 074
Koulpélgo	12 753	25 893	8 775	-	6 276	30 392	84 090
Nord	**81 614**	**3 449**	**63**	**110**	**89 608**	**1 498**	**176 342**
Passoré	8 999	535	24	-	29 333	1 361	40 252
Yatenga	44 098	1 957	-	27	38 208	116	84 407
Loroum	26 839	689	-	83	8 851	-	36 462
Zondoma	1 678	268	39	-	13 215	20	15 221
Sud Ouest	**46 515**	**70 765**	**10 031**	**-**	**42 011**	**46 592**	**215 915**
Bougouriba	5 296	8 188	746	-	4 665	6 332	25 228
Poni	16 002	37 696	2 012	-	13 274	14 295	83 278
Ioba	21 507	14 062	6 324	-	18 852	23 902	84 647
Noumbiel	3 710	10 819	950	-	5 219	2 064	22 762
Hauts Bassins	**39 498**	**329 566**	**28 683**	**3 846**	**139 033**	**31 349**	**571 974**
Houet	24 700	113 315	15 153	2 060	48 622	20 261	224 111
Kénédougou	10 300	111 244	2 703	1 785	62 218	2 864	191 114
Tuy	4 499	105 006	10 827	-	28 194	8 224	156 749
Cascades	**10 239**	**142 583**	**11 910**	**3 883**	**14 324**	**10 717**	**193 655**
Comoé	2 144	79 053	7 462	2 270	10 590	9 278	110 797
Léraba	8 094	63 530	4 448	1 613	3 734	1 439	82 858
Burkina Faso	**828 741**	**1 054 854**	**127 494**	**14 502**	**1 051 923**	**453 620**	**3 531 134**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 7 : Production définitive (en tonne) des périmètres irrigués et des bas fonds aménagés-EPA1112

Régions/Provinces	Production saison pluvieuse		Production saison sèche		Production totale		Ensemble
Régions/Provinces	MAÏS	RIZ	MAÏS	RIZ	MAÏS	RIZ	Ensemble
Centre		**1 941**		**152**	**-**	**2 093**	**2 093**
Kadiogo		1 941		152	-	2 093	2 093
Plateau Central		**5 547**	**966**	**223**	**966**	**5 770**	**6 735**
Ganzourgou		3 941	560	193	560	4 134	4 694
Oubritenga		901	406		406	901	1 306
Kourwéogo		705		30	-	735	735
Centre Nord	**-**	**4 961**	**1 685**	**817**	**1 685**	**5 778**	**7 463**
Bam		612	466	-	466	612	1 078
Namentenga	-	1 457	419	414	419	1 871	2 290
Sanmatenga		2 891	800	403	800	3 294	4 094
Centre Ouest	**118**	**3 307**	**446**	**13**	**564**	**3 320**	**3 884**
Boulkièmdé	14	903	252		266	903	1 169
Sanguié	5	438	59		64	438	502
Sissili	42	1 705	45		87	1 705	1 792
Ziro	57	262	90	13	147	274	421
Centre Sud		**5 739**		**83**	**-**	**5 822**	**5 822**
Bazèga		1 026		-	-	1 026	1 026
Nahouri		2 137		-	-	2 137	2 137
Zoundweogo		2 577		83	-	2 659	2 659
Sahel		**1 403**		**35**	**-**	**1 438**	**1 438**
Oudalan		43		-	-	43	43
Séno		127		-	-	127	127
Soum		1 075		-	-	1 075	1 075
Yagha		158		35	-	193	193
Boucle du Mouhoun	**8 001**	**10 221**	**1 154**	**3 878**	**9 155**	**14 099**	**23 254**
Kossi	3	148			3	148	151
Mouhoun	36	625			36	625	661
Sourou	7 962	3 448	1 154	3 878	9 116	7 326	16 442
Balé		2 238			-	2 238	2 238
Banwa		2 568			-	2 568	2 568
Nayala		1 194			-	1 194	1 194
Est	**75**	**6 433**	**309**	**945**	**384**	**7 378**	**7 762**
Gnagna	-	1 805	264	855	264	2 660	2 924
Gourma		1 833	5	90	5	1 923	1 928
Tapoa	75	663	40	-	115	663	778
Komandjoari		674		-	-	674	674
Kompienga		1 460		-	-	1 460	1 460
Centre Est		**15 741**	**1 329**	**8 779**	**1 329**	**24 520**	**25 849**
Boulgou		11 965	1 087	8 755	1 087	20 720	21 807
Kouritenga		2 006	158	24	158	2 030	2 189
Koulpélgo		1 769	84		84	1 769	1 853
Nord		**2 237**		**40**	**-**	**2 277**	**2 277**
Passoré		529		40	-	569	569
Yatenga		1 032			-	1 032	1 032
Loroum		403			-	403	403
Zondoma		273			-	273	273
Sud Ouest		**6 111**	**674**	**176**	**674**	**3 473**	**6 848**
Bougouriba		1 031	83		83	1 031	1 114
Poni		1 466	185		185	1 466	1 652
Ioba		2 815	252	176	252	176	2 991
Noumbiel		799	154		154	799	953
Hauts Bassins	**660**	**18 414**	**2 236**	**4 200**	**2 896**	**22 614**	**25 510**
Houet	-	9 776	1 578	3 000	1 578	12 776	14 354
Kénédougou	16	7 149	611	1 200	627	8 349	8 976
Tuy	644	1 489	47		691	1 489	2 180
Cascades	**556**	**13 503**	**3 691**	**1 288**	**4 247**	**14 791**	**19 038**
Comoé	69	6 586	2 064	928	2 133	7 514	9 647
Léraba	487	6 918	1 626	360	2 114	7 278	9 391
					0		
Burkina Faso	**9 410**	**95 559**	**12 490**	**20 627**	**21 899**	**113 372**	**137 972**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 8 : Production définitive totale (en tonne) des cultures céréalières-EPA1112

Régions/Provinces	MIL	MAÏS*	RIZ*	FONIO	SORGHO	SORGHO	Ensemble
Centre	**11 712**	**8 620**	**2 343**	**-**	**20 445**	**13 675**	**56 795**
Kadiogo	11 712	8 620	2 343	-	20 445	13 675	56 795
Plateau Central	**28 759**	**28 769**	**8 119**	**-**	**47 601**	**54 923**	**168 170**
Ganzourgou	10 164	20 562	6 225	-	21 312	40 513	98 777
Oubritenga	12 512	7 527	1 159	-	19 688	12 444	53 330
Kourwéogo	6 083	680	735	-	6 601	1 965	16 063
Centre Nord	**64 232**	**12 090**	**6 810**	**-**	**105 106**	**2 062**	**190 299**
Bam	14 322	2 380	1 202	-	21 545	-	39 449
Namentenga	14 083	4 170	2 314	-	31 343	293	52 202
Sanmatenga	35 826	5 540	3 294	-	52 218	1 769	98 648
Centre Ouest	**66 555**	**103 174**	**6 234**	**-**	**135 095**	**43 162**	**354 220**
Boulkièmdé	20 850	3 030	1 353	-	37 839	11 934	75 007
Sanguié	19 444	1 340	859	-	47 075	4 815	73 532
Sissili	12 001	73 323	3 027	-	28 494	10 421	127 265
Ziro	14 260	25 480	995	-	21 688	15 992	78 415
Centre Sud	**37 676**	**54 777**	**15 099**	**-**	**30 739**	**49 594**	**187 886**
Bazèga	13 471	14 218	1 858	-	10 684	15 504	55 736
Nahouri	3 801	22 610	5 417	-	4 400	11 903	48 131
Zoundweogo	20 403	17 949	7 825	-	15 655	22 187	84 019
Sahel	**125 383**	**1 065**	**1 438**	**-**	**52 565**	**1 318**	**181 770**
Oudalan	32 222	97	43	-	5 426	1 166	38 954
Séno	33 340	174	127	-	18 027	-	51 668
Soum	50 828	678	1 075	-	10 718	4	63 303
Yagha	8 992	116	193	-	18 395	149	27 844
Boucle du Mouhoun	**189 721**	**182 011**	**41 753**	**6 663**	**221 074**	**52 052**	**693 273**
Kossi	97 933	10 729	518	6 513	12 747	12 551	140 992
Mouhoun	37 473	52 358	1 414	-	58 043	4 501	153 789
Sourou	16 842	11 337	8 451	-	44 793	836	82 259
Balé	9 577	46 881	5 334	-	51 248	17 752	130 792
Banwa	8 502	60 047	24 731	149	26 034	14 612	134 075
Nayala	19 393	659	1 305	-	28 208	1 802	51 367
Est	**67 919**	**60 185**	**17 547**	**-**	**123 547**	**28 462**	**297 661**
Gnagna	27 947	4 133	3 151	-	57 165	206	92 603
Gourma	27 955	20 067	7 639	-	18 848	21 624	96 133
Tapoa	5 979	23 483	4 110	-	27 338	3 011	63 920
Komandjoari	3 122	2 837	674	-	16 321	863	23 817
Kompienga	2 916	9 664	1 974	-	3 874	2 759	21 187
Centre Est	**58 919**	**71 883**	**47 680**	**-**	**30 775**	**118 216**	**327 473**
Boulgou	29 579	40 390	33 776	-	6 335	36 187	146 268
Kouritenga	16 586	5 517	3 359	-	18 164	51 636	95 262
Koulpélgo	12 753	25 977	10 545	-	6 276	30 392	85 943
Nord	**81 614**	**3 449**	**2 340**	**110**	**89 608**	**1 498**	**178 619**
Passoré	8 999	535	593	-	29 333	1 361	40 821
Yatenga	44 098	1 957	1 032	27	38 208	116	85 439
Loroum	26 839	689	403	83	8 851	-	36 865
Zondoma	1 678	268	312	-	13 215	20	15 494
Sud Ouest	**46 515**	**71 439**	**13 504**	**-**	**42 011**	**46 592**	**220 061**
Bougouriba	5 296	8 271	1 777	-	4 665	6 332	26 342
Poni	16 002	37 882	3 478	-	13 274	14 295	84 930
Ioba	21 507	14 314	6 500	-	18 852	23 902	85 075
Noumbiel	3 710	10 973	1 749	-	5 219	2 064	23 715
Hauts Bassins	**39 498**	**332 461**	**51 297**	**3 846**	**139 033**	**31 349**	**597 484**
Houet	24 700	114 893	27 929	2 060	48 622	20 261	238 465
Kénédougou	10 300	111 871	11 052	1 785	62 218	2 864	200 091
Tuy	4 499	105 696	12 316	-	28 194	8 224	158 928
Cascades	**10 239**	**146 830**	**26 702**	**3 883**	**14 324**	**10 717**	**212 693**
Comoé	2 144	81 186	14 976	2 270	10 590	9 278	120 444
Léraba	8 094	65 643	11 726	1 613	3 734	1 439	92 250
Burkina Faso	**828 741**	**1 076 754**	**240 865**	**14 502**	**1 051 923**	**453 620**	**3 666 405**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

* : Y compris les superficies des périmètres irrigués et des bas-fonds aménagés

Annexe 9 : Production définitive (en tonne) des cultures de rente (hors plaines et bas fonds aménagés) -EPA1112

Régions/Provinces	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	Ensemble
Centre	**-**	**5 661**	**325**	**-**	**5 987**
Kadiogo	-	5 661	325	-	5 987
Plateau Central	**5 510**	**7 393**	**2 377**	**4**	**15 284**
Ganzourgou	5 510	3 098	655	4	9 268
Oubritenga	-	3 406	1 405	-	4 811
Kourwéogo	-	888	317	-	1 205
Centre Nord	**2**	**14 189**	**2 882**	**-**	**17 073**
Bam	2	1 581	8	-	1 591
Namentenga	-	5 503	1 570	-	7 073
Sanmatenga	-	7 105	1 304	-	8 409
Centre Ouest	**16 616**	**38 141**	**3 070**	**3 362**	**61 189**
Boulkièmdé	-	14 741	543	-	15 284
Sanguié	40	4 265	341	-	4 647
Sissili	14 878	13 731	821	3 357	32 787
Ziro	1 698	5 404	1 365	4	8 471
Centre Sud	**10 797**	**22 535**	**4 053**	**2 695**	**40 081**
Bazèga	1 547	8 366	998	294	11 204
Nahouri	8 404	7 428	3 055	2 094	20 982
Zoundweogo	846	6 741	-	307	7 895
Sahel	**-**	**1 410**	**4 240**	**-**	**5 650**
Oudalan	-	-	6	-	6
Séno	-	67	8	-	75
Soum	-	428	4 113	-	4 541
Yagha	-	914	114	-	1 029
Boucle du Mouhoun	**119 880**	**25 122**	**40 123**	**363**	**185 488**
Kossi	3 835	3 300	17 985	-	25 120
Mouhoun	26 598	5 447	9 413	138	41 595
Sourou	-	3 013	2 002	-	5 015
Balé	45 122	8 261	1 627	-	55 011
Banwa	38 978	3 300	8 729	225	51 231
Nayala	5 348	1 801	367	-	7 516
Est	**31 334**	**28 716**	**6 901**	**2 477**	**69 429**
Gnagna	-	22 542	1 216	-	23 758
Gourma	4 360	4 049	3 677	960	13 047
Tapoa	25 015	233	1 126	674	27 048
Komandjoari	-	1 781	597	155	2 533
Kompienga	1 959	111	286	687	3 043
Centre Est	**14 807**	**33 071**	**370**	**12 855**	**61 104**
Boulgou	2 600	19 826	-	8 978	31 403
Kouritenga	2 930	8 130	362	44	11 466
Koulpélgo	9 278	5 116	8	3 833	18 235
Nord	**-**	**14 866**	**1 548**	**-**	**16 414**
Passoré	-	3 084	828	-	3 911
Yatenga	-	7 312	430	-	7 742
Loroum	-	3 326	265	-	3 591
Zondoma	-	1 144	25	-	1 169
Sud Ouest	**32 986**	**23 856**	**97**	**508**	**57 447**
Bougouriba	1 475	866	45	95	2 481
Poni	3 251	8 809	36	8	12 104
Ioba	28 261	13 112	15	178	41 565
Noumbiel	-	1 069	1	226	1 296
Hauts Bassins	**163 063**	**29 775**	**9 841**	**789**	**203 469**
Houet	76 034	18 477	7 294	-	101 805
Kénédougou	32 542	5 468	878	698	39 586
Tuy	54 487	5 830	1 670	91	62 078
Cascades	**46 060**	**20 586**	**8 932**	**3**	**75 581**
Comoé	17 362	17 221	4 670	3	39 256
Léraba	28 698	3 365	4 262	-	36 325
Burkina Faso	**441 057**	**265 322**	**84 759**	**23 056**	**814 194**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 10 : Production définitive (en tonne) des autres cultures vivrières (hors plaines et bas fonds) -EPA1112

Régions/Provinces	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	Ensemble
Centre	**-**	**149**	**15 705**	**343**	**16 197**
Kadiogo	-	149	15 705	343	16 197
Plateau Central	**-**	**-**	**42 062**	**2 539**	**44 601**
Ganzourgou	-	-	21 542	88	21 630
Oubritenga	-	-	12 284	1 842	14 126
Kourwéogo	-	-	8 236	610	8 846
Centre Nord	**-**	**-**	**61 033**	**3 323**	**64 356**
Bam	-	-	13 966	894	14 860
Namentenga	-	-	12 511	492	13 003
Sanmatenga	-	-	34 555	1 938	36 493
Centre Ouest	**46 315**	**82 138**	**39 054**	**3 322**	**170 830**
Boulkièmdé	-	-	14 440	1 837	16 278
Sanguié	2	-	17 164	1 193	18 358
Sissili	46 314	82 138	3 219	233	131 904
Ziro	-	-	4 231	59	4 290
Centre Sud	**2**	**6 937**	**13 842**	**3 147**	**23 927**
Bazèga	-	-	10 779	872	11 651
Nahouri	2	6 937	1 049	1 964	9 951
Zoundweogo	-	-	2 014	311	2 325
Sahel	**-**	**-**	**15 487**	**767**	**16 254**
Oudalan	-	-	5 059	-	5 059
Séno	-	-	9 925	139	10 064
Soum	-	-	451	628	1 079
Yagha	-	-	52	-	52
Boucle du Mouhoun	**-**	**11 821**	**84 741**	**3 398**	**99 960**
Kossi	-	113	12 836	1 153	14 102
Mouhoun	-	-	8 733	1 373	10 105
Sourou	-	-	40 743	537	41 280
Balé	-	-	5 237	-	5 237
Banwa	-	11 708	8 648	215	20 571
Nayala	-	-	8 544	120	8 663
Est	**35**	**723**	**26 442**	**439**	**27 638**
Gnagna	35	-	5 629	67	5 731
Gourma	-	528	15 308	233	16 070
Tapoa	-	-	1 133	-	1 133
Komandjoari	-	47	3 796	137	3 979
Kompienga	-	148	575	2	725
Centre Est	**-**	**78**	**35 452**	**7 282**	**42 813**
Boulgou	-	-	13 459	7 030	20 488
Kouritenga	-	-	16 094	-	16 094
Koulpélgo	-	78	5 900	252	6 230
Nord	**-**	**559**	**48 080**	**2 887**	**51 525**
Passoré	-	-	14 263	244	14 508
Yatenga	-	-	26 222	1 493	27 715
Loroum	-	-	1 312	720	2 032
Zondoma	-	559	6 283	429	7 271
Sud Ouest	**41 247**	**433**	**25 650**	**6 157**	**73 487**
Bougouriba	347	-	4 348	269	4 964
Poni	4 307	89	6 760	1 300	12 455
Ioba	108	-	12 778	4 376	17 261
Noumbiel	36 485	344	1 765	213	38 807
Hauts Bassins	**7 979**	**30 550**	**21 159**	**9 781**	**69 470**
Houet	251	731	14 932	5 746	21 660
Kénédougou	7 728	29 819	4 723	3 513	45 783
Tuy	-	-	1 504	522	2 026
Cascades	**4 152**	**6 674**	**12 310**	**5 364**	**28 500**
Comoé	3 515	434	10 195	3 544	17 689
Léraba	638	6 239	2 115	1 820	10 811
Burkina Faso	**99 730**	**140 061**	**441 015**	**48 751**	**729 557**

Source : Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et Alimentaires/DGPER/MAH

Annexe 11 : Bilan céréalier national prévisionnel de la campagne 2011-2012

POSTES	RIZ	BLE	MIL, SORGHO MAÏS, FONIO	TOTAL
POPULATION AU 30/04/2012				16 692 477
1. DISPONIBILITES	**154 898**	**0**	**3 105 851**	**3 260 749**
PRODUCTION BRUTE (CAMP 2011/2012)	240 865	0	3 425 539	3 666 405
PRODUCTION DISPONIBLE	132 476	0	2 911 708	3 044 184
STOCKS INITIAUX (AU 01/11/2011)	22 423	0	194 143	216 565
-STOCKS PAYSANS	0	0	152 570	152 570
-AUTRES STOCKS	22 423	0	41 572	63 995
2. BESOINS	**332 029**	**31 003**	**3 052 180**	**3 415 212**
NORMES DE CONSOMMATION(kg/hbt/an)	20	2	169	190
CONSOMMATION HUMAINE	326 299	31 003	2 814 269	3 171 571
STOCKS FINAUX (AU 31/10/2012)	5 730	0	237 911	243 641
+ STOCKS PAYSANS	3 730	0	205 086	208 816
+ AUTRES STOCKS	2 000	0	32 825	34 825
3. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	**-177 130**	**-31 003**	**53 671**	**-154 462**
4. SOLDE IMPORT/EXPORT	**203 504**	**56 875**	**6 523**	**266 902**
IMPORTATIONS COMMERCIALES (2011/2012)	201 031	57 458	25 643	284 132
+ COMMERCANTS PRIVES	195 740	53 956	17 144	266 840
+ AUTRES IMPORTATIONS	5 291	3 502	8 499	17 292
AIDES ALIMENTAIRES	2 600	0	1 778	**4 378**
EXPORTATIONS PREVUES	127	583	20 898	21 608
5. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-)NET	**26 374**	**25872**	**60 194**	112 440
6. DISPONIBLE APPARENT/HBT(kg)	**21**	**3**	**186**	**211**

Source : Comité de Prévision Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA), campagne agricole 2011-2012

Annexe 12 : Taux de couverture des besoins céréaliers

Régions/Provinces	Population au 30/04/2012	Besoins en tonne (190 Kg/tête/an)	MIL, SORGHO, MAÏS, FONIO	Riz	Production Disponible	Taux Couverture
CENTRE	**2 220 111**	**421 821**	**54 452**	**2 343**	**47 573**	11%
Kadiogo	2220111	421 821	54452	2343	47 573	11%
PLATEAU	**803 325**	**152 632**	**160 051**	**8 119**	**140 509**	92%
Ganzourgou	370470	70 389	92552	6225	82 093	117%
Oubritenga	275034	52 256	52171	1159	44 983	86%
Kourwéogo	157821	29 986	15328	735	13 433	45%
CENTRE-NORD	**1 409 631**	**267 830**	**183 489**	**6 810**	**159 711**	60%
Bam	323114	61 392	38247	1202	33 171	54%
Namentenga	386098	73 359	49889	2314	43 678	60%
Sanmatenga	700419	133 080	95353	3294	82 862	62%
CENTRE-OUEST	**1 380 791**	**262 350**	**347 986**	**6 234**	**299 217**	114%
Boulkièmdé	579929	110 187	73654	1353	63 350	57%
Sanguié	340286	64 654	72673	859	62 245	96%
Sissili	247261	46 980	124238	3027	107 267	228%
Ziro	213315	40 530	77420	995	66 354	164%
CENTRE-SUD	**738 576**	**140 329**	**172 787**	**15 099**	**155 173**	111%
Bazèga	268522	51 019	53878	1858	46 818	92%
Nahouri	184682	35 089	42715	5417	39 287	112%
Zoundweogo	285373	54 221	76194	7825	69 069	127%
SAHEL	**1 152 104**	**218 900**	**180 331**	**1 438**	**154 073**	70%
Oudalan	235828	44 807	38911	43	33 098	74%
Séno	311863	59 254	51540	127	43 879	74%
Soum	413604	78 585	62228	1075	53 485	68%
Yagha	190809	36 254	27652	193	23 610	65%
MOUHOUN	**1 668 282**	**316 974**	**651 520**	**41 753**	**576 756**	182%
Kossi	320574	60 909	140474	518	119 688	197%
Mouhoun	346335	65 804	152375	1414	130 296	198%
Sourou	251816	47 845	73808	8451	67 385	141%
Balé	248887	47 289	125458	5334	109 573	232%
Banwa	312957	59 462	109344	24731	106 544	179%
Nayala	187712	35 665	50063	1305	43 271	121%
EST	**1 456 763**	**276 785**	**280 113**	**17 547**	**247 747**	90%
Gnagna	482054	91 590	89452	3151	77 767	85%
Gourma	365150	69 379	88494	7639	79 421	114%
Tapoa	413682	78 600	59811	4110	53 099	68%
Komandjoari	98085	18 636	23144	674	20 043	108%
Kompienga	97792	18 581	19213	1974	17 417	94%
CENTRE-EST	**1 336 193**	**253 877**	**279 793**	**47 680**	**264 048**	104%
Boulgou	639119	121 433	112491	33776	114 195	94%
Kouritenga	388573	73 829	91904	3359	79 965	108%
Koulpélgo	308502	58 615	75398	10545	69 888	119%
NORD	**1 375 048**	**261 259**	**176 279**	**2 340**	**151 124**	58%
Passoré	370500	70 395	40228	593	34 520	49%
Yatenga	641778	121 938	84407	1032	72 314	59%
Loroum	167089	31 747	36462	403	31 214	98%
Zondoma	195681	37 179	15182	312	13 076	35%
SUD-OUEST	**725 597**	**137 863**	**206 557**	**13 504**	**183 001**	133%
Bougouriba	119717	22 746	24565	1777	21 858	96%
Poni	302195	57 417	81452	3478	71 147	124%
Ioba	220489	41 893	78575	6500	70 363	168%
Noumbiel	83197	15 807	21966	1749	19 633	124%
HAUTS-	**1 767 552**	**335 835**	**546 187**	**51 297**	**492 472**	147%
Houet	1148442	218 204	210536	27929	194 316	89%
Kénédougou	344512	65 457	189039	11052	166 762	255%
Tuy	274598	52 174	146612	12316	131 394	252%
CASCADES	**658 503**	**125 116**	**185 992**	**26 702**	**172 779**	138%
Comoé	511795	97 241	105468	14976	97 884	101%
Léraba	146708	27 874	80524	11726	74 894	269%
BURKINA FASO	**16 692 477**	**3 171 571**	**3 425 538**	**240 866**	**3 044 183**	96%

Source : Comité de prévision de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA), campagne agricole 2011-2012

ANNEXE 2 : METHODOLOGIE DE L'ENQUETE PERMANENTE AGRICOLE

INTRODUCTION

La Direction de la Prospective et des Statistiques Agricoles et alimentaires (DPSAA) est la structure chargée de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion des statistiques dans le domaine de l'agriculture. Elle produit et met à la disposition de nombreux utilisateurs des données structurelles et conjoncturelles qui permettent de caractériser les systèmes de production et les performances de l'agriculture. La campagne pluvieuse fait l'objet d'un suivi régulier alors que la saison sèche est suivie suivant les préoccupations du moment où selon les disponibilités financières et logistique.

L'évaluation des résultats de la campagne est réalisée par le dispositif statistique du Ministère en charge de l'Agriculture à travers l'enquête permanente agricole l'enquête maraîchère sous le visa statistique N° AP2008002CNSCS4 du 7 octobre 2008 par le Conseil National de la Statistique conformément à la loi sur les activités statistiques nationales.

Le présent rapport est élaboré dans le but d'apporter des réponses aux questions essentielles que sont : Comment sont conçus les questionnaires? Quelles instructions donner aux enquêteurs pour la collecte et la vérification ? Quel est le plan de sondage adopté ? Comment est préparée l'exploitation des données collectées? Comment est organisée la publication finale des résultats ?

PARTIE I : DISPOSITIF DE L'ENQUÊTE PERMANENTE AGRICOLE

1- OBJECTIF DE L'EPA

La vocation première du dispositif est l'évaluation des superficies, des rendements et des productions des principales cultures en saison pluvieuse et en saison sèche. Cette évaluation est faite en deux temps : août et septembre, pour les prévisions saisonnières, et à la fin des récoltes pour les résultats définitifs.

Les objectifs spécifiques visés par l'enquête sont :

- évaluer les superficies, les rendements et les productions agricoles définitives par province et du pays pour chaque culture.
- réaliser des prévisions de récoltes céréalières courant septembre de chaque année afin d'informer très tôt le gouvernement et ses partenaires au développement de façon objective sur la situation de la campagne. Ces prévisions permettent d'établir un bilan céréalier prévisionnel ;
- faire des estimations de stocks résiduels paysans courant septembre.

Outre ces données, le dispositif permet de collecter des informations sur le crédit, l'utilisation des intrants, la commercialisation, la population agricole, l'occupation de la population agricole, les sources de revenus monétaires, le cheptel rattaché aux ménages agricoles, la démographie des ménages agricoles, etc. Les données étant collectées avec un niveau suffisamment détaillé, des analyses plus approfondies peuvent être faites, notamment sur la sécurité alimentaire des ménages, les analyses différenciées par sexe,…

Les données de l'enquête permanente agricole sont obtenues à partir de deux sources de données :

- l'enquête par sondage sur les ménages agricoles dont la vocation première est l'estimation des superficies, des rendements et des productions des principales cultures pluviales. Pour que le système permanent soit soutenable au plan financier et logistique, l'échantillon du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) a été réduit pour obtenir un échantillon pour l'EPA 2010-2011;
- l'enquête administrative sur les bas-fonds aménagés et les périmètres irrigués pour l'évaluation des superficies, des rendements et des productions de saison pluvieuse et de contre-saison du riz, du maïs et du blé réalisés sur ces aménagements.

2- PLAN DE SONDAGE

Le plan de sondage est validé par le Conseil National de la Statistique conformément à la loi sur les activités statistiques nationales sous le visa statistique N° AP2008002CNSCS4 du 7 octobre 2008.

2.1 Champ d'application

- Unité d'observation

Les unités d'observations de l'enquête permanente agricole sont les exploitations agricoles de type ménages agricoles.

- Champ géographique

Ensemble des ménages agricoles du Burkina excepté ceux des communes urbaines des villes suivantes : Ouaga, Bobo, Banfora, Koudougou, Tenkodogo, Kaya, Fada N'gourma, Pô, Gaoua, Dori, Dédougou et Ouahigouya

- Champ de l'enquête

C'est le champ géographique excepté les ménages vivant dans les communes urbaines (chefs lieu de province et communes de plein exercice). Cependant ils sont pris en compte dans le calcul des poids de sondage.

- Domaine d'étude

C'est la province qui constitue le domaine d'étude. Autrement dit, l'enquête est conçue pour produire des statistiques significatives au niveau de la province avec une précision de 10%.

2.2 Echantillonnage

- Type de sondage

Sondage à deux degrés avec stratification au premier (village) et au second degré (ménage agricole). La stratification au premier degré est induite par celle du second degré.

- Au premier degré

Les unités primaires sont les villages administratifs. Elles sont sélectionnées suivant le mode de tirage à probabilités inégales et sans remise. La probabilité d'apparition d'une unité primaire est proportionnelle à sa taille en nombre de ménages.

- Au second degré

Les unités secondaires sont les ménages agricoles; ils sont sélectionnés par tirage aléatoire simple.

- Base de sondage

Avec l'arrimage de 1ère phase du RGA et du RGPH, la base de sondage qui est la liste exhaustive des villages et des ménages agricoles est issue du module agricole du recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (volet dénombrement des ménages agricoles de la phase 1 du RGA).

2.3 Stratification des ménages agricoles

Dans chaque village, les ménages agricoles sont regroupés en deux catégories homogènes (strates) selon leurs capacités de production agricole.

Nous avons :

- La strate de gros producteurs.
- La strate de petits producteurs

Chacun des groupes constituent une unité primaire statistique et est représenté dans la base de sondage.

Ainsi dans l'échantillon un même village peut être tiré une ou deux fois pour le compte de chacune des catégories. Pour ce faire, une fonction discriminante a permis de classer les ménages en petits et gros producteurs. Pour un ménage i donné on évalue F1(*i*) et F2(*i*) par :

- F1(i)=0.964*taille+0.542*charrue-0.055*charrette+ 0.147*bœuf+0.229*âne - 8.614
- F2(i) =0.377*taille + 0.291*charrue - 0.129*charrette + 0.027*bœuf + 0.187*âne - 1.836.

Si :

- F1(i) > F2(i) → *i* appartient à la sous-strate des gros producteurs
- F2(i) > F1(i) → *i* appartient à la sous-strate des petits producteurs

2.4 Stratification au premier degré

Les ménages d'un village appartenant à la même sous-strate sont regroupés pour former une unité primaire. Ainsi un village sera éclaté en 1 ou 2 unités primaires correspondant au nombre de strates présentes dans le village. Il s'agit donc d'une stratification au premier degré induite par celle du second degré (stratification hiérarchique).

2.5 Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon par province a été obtenue en se fixant un niveau de précision de 10% pour l'estimation de la production végétale pluviale.

Cela a aboutit à un échantillon de 4130 unités secondaires (ménages agricoles).

Le nombre de ménages échantillons par strate a été déterminé selon une répartition optimale (Budget disponible/fiabilité souhaitée) connu sous le nom d'allocation optimale de NEYMANN.

Un nombre fixe de cinq (05) ménages agricoles (US) est tiré par unité primaire « village », ce qui a donné un échantillon de 826 unités primaires (UP).

2.6 Estimateurs des agrégats

- Les totaux (superficie, production, population…)

Selon le plan de sondage ci-dessus, cette formule permet de passer des données de l'échantillon à l'ensemble de la province :

$$\hat{Y} = \sum_{h=1}^{k} \sum_{i=1}^{n_h} \sum_{j=1}^{mih} \frac{M_{h0}}{n_h M_{ih0}} \times \frac{M_{hi}}{m_{ih}} y_{hij}$$

- i : indice d'UP
- j : indice d'US
- nh : nombre d'UP échantillons dans la strate h
- mih : nombre d'US (ménages) échantillons de l'UP i.
- : nombre d'US recensés lors du pré recensement dans l'UP i
- Mhi : nombre d'US de la strate h recensés dans le village i lors du RGPH 2006
- Mh0: nombre d'US de la strate h recensés lors du RGPH 2006
- Yij : valeur observée de la caractéristique Y le l'US j de la strate h dans le village i.
- Y : estimateur du total de Y

- Les moyennes (rendement, prix)

Les rendements moyens par province et par spéculations ainsi que les prix moyens de vente et d'achat sont obtenus en calculant une moyenne simple des données brutes collectées.
Ainsi, le rendement moyen du sorgho blanc en culture pure est obtenu en calculant la moyenne statistique simple des pesées des carrés de rendement de toutes les parcelles portant du sorgho blanc en culture pure et ainsi de suite pour chaque spéculation et pour chaque province.

Les résultats :

a) Les superficies

Les superficies (prévisionnelles et définitives) sont obtenues par la mesure objective, à l'aide de matériel topographique (boussole, ruban métrique, jalons), de l'ensemble des parcelles de tous les ménages échantillons. Ces observations sont pondérées selon les formules statistiques appropriées pour obtenir la superficie totale pour chaque spéculation par province et par type d'association. Les superficies publiées sont des superficies physiques, c'est-à-dire la somme des superficies en pur et en principale.
Pour les statistiques des cultures de contre-saison, et pour les besoins d'établissement du bilan céréalier prévisionnel et définitif, les superficies du riz, du maïs et du blé des bas fonds aménagés et des périmètres, sont obtenues par enregistrement administratif avec les agents d'encadrement agricole de ces sites. Les superficies prévisionnelles de la campagne de contre-saison de ces trois dernières spéculations sont obtenues selon la méthode déclarative sur les sites.
Dans le cadre du Système Permanent de Statistiques Agricoles (SPSA) il est prévu la mise en place d'un dispositif d'enquête par sondage sur les cultures irriguées prenant en compte les céréales irriguées (Bas-fonds aménagés et périmètres) ainsi que des produits maraîchers et l'arboriculture fruitière irriguée (banane et papaye).

b) Les rendements

Le rendement prévisionnel est obtenu par culture en multipliant le rendement réalisé de la campagne passée par la variation attendue des rendements entre la campagne présente et la campagne passée.
Le rendement définitif par culture de la présente campagne est obtenu à l'aide des pesées des carrés de rendement sur l'ensemble des parcelles de tous les ménages échantillons. Pour le cas du riz, du maïs et du blé des bas fonds aménagés et des périmètres, les rendements prévisionnels sont obtenus par enregistrement administratif avec les agents d'encadrement agricole de ces sites.

c) Les productions

La production en culture pure, principale, secondaire de chaque culture est obtenue en multipliant les superficies par les rendements moyens (par province) de chaque type d'association. La production totale d'une culture est obtenue en additionnant les trois types de productions.

Les productions prévisionnelles

Les prévisions de production sont réalisées en deux temps :

- *Une première fois en août* : les superficies sont obtenues par mesure objective des parcelles effectivement emblavées par les ménages échantillons au 15 août. Comme l'état végétatif des cultures n'est pas encore avancé à cette période, les rendements prévisionnels sont calculés à l'aide seulement des données de qualité de la végétation mesurées par satellite et des rendements définitifs de la campagne passée.
  La qualité de la prévision à cette date dépend : i) du niveau d'avancement des mises en culture, ii) de l'exhaustivité des levées parcellaires dans les ménages par les enquêteurs et, iii) des aléas des pluies jusqu'à la maturation des cultures courant octobre.
- *Une seconde fois en septembre :* Les superficies sont obtenues par mesure objective des parcelles effectivement emblavées par les ménages échantillons au 15 septembre ; les rendements prévisionnels sont obtenus à l'aide des données de l'interview des paysans, de la qualité de la végétation mesurées par satellite ainsi que des rendements définitifs de la campagne passée.
  La qualité de la prévision à cette date dépend des aléas des pluies jusqu'à la maturation des cultures courant octobre.

Evaluation des productions définitives

Les productions définitives sont obtenues à l'aide des superficies effectivement emblavées et les rendements sont obtenus par les pesées effectives des carrées de rendement à l'issue des récoltes effectives des cultures.
La qualité des données à cette étape dépend exclusivement du plan de sondage statistique et de la qualité de la collecte (voir méthodologie en annexe).

3- LE QUESTIONNAIRE

3.1 La conception

Une opération d'enquête ne vaut que par sa capacité à fournir des informations voulues, selon une qualité souhaitée, à un moment donné et à un coût supportable. C'est l'équilibre entre ces quatre éléments qui détermine ce qu'est un dispositif d'enquête.
Les choix réalisés à cette étape porte sur le choix des données à collectées, les définitions des concepts, la construction des nomenclatures, l'identification des techniques de collecte des informations de chaque fiche. Il

convient de définir les unités statistiques sur lesquels porte le questionnaire : le membre du ménage, le ménage, la parcelle agricole, l'animal, etc.
A cette étape du processus, les structures externes, les superviseurs régionaux et les cadres de la DGPER valide les questionnaires au cours d'un atelier de validation des manuels et questionnaires.
Pour la présente campagne, la réunion de revue du questionnaire s'est tenue en mars 2009.

3.2 Les fiches d'enquête

Les données sont collectées à travers 16 fiches :
F1 : dénombrement des membres du ménage (caractéristiques sociodémographiques et occupations) ;
F2 : Recensement de toutes les parcelles au niveau de tous les membres des ménages échantillons, quelle que soit leur taille, leur statut, leur mode d'acquisition et leur niveau de sécurisation. Il s'agit de faire l'inventaire exhaustif de toutes les parcelles portant les cultures (en pur ou en association) suivantes : les céréales (sorgho blanc, sorgho rouge, mil, maïs, riz, fonio), les oléagineux et les protéagineux (sésame, arachide, soja), les tubercules, les racines et les légumes à gousse (igname, patate, taro, fabirama, manioc, souchet, niébé, voandzou), les légumes frais (gombo, aubergine locale, le et le piment), les autres cultures (tabac et coton), les cultures fruitières (mangue, anacarde,..). Les parcelles exploitées par le ménage les années précédentes et abandonnées par le ménage cette campagne sont également recensées pour les besoins de prévision de récoltes ;
F3 : mesure de la superficie de toutes les parcelles recensées, pose de carrés de rendement sur chacune d'elle ;
F3 B : récapitulatif des superficies emblavées par chacun des ménages échantillons au 15 aout 2009. L'évaluation des superficies des superficies à cette date est faite dans l'objectif d'avoir des informations sur les superficies réellement emblavées et de dégager les tendances par rapport aux programmations faites en début de campagne. Le contrôleur est la personne chargée du remplissage de cette fiche à partir de la fiche F3 des enquêteurs sur les superficies ;
F4 : acquisition (quantité, valeur, crédit) et utilisation (quantité) des intrants (semences par spéculation, fertilisant par type, produits de traitement par type) sur chacune des parcelles ;
F5 : estimations des stocks paysans par « grenier » et par type de produit ;
F6 : prévision de récoltes sur chacune des parcelles. Sur chaque parcelle recensée dans la F2, le responsable de la parcelle déclare sa production réalisée la campagne passée pour chacune des spéculations portées et effectue une prévision de ses attentes de récolte par spéculation de la présente campagne. Ces deux informations obtenues par interview servent entre autre à calculer, pour produit, une espérance de taux variation de rendements déclarée par les producteurs et utilisées pour les prévisions de récoltes en fin septembre.
F7 : inventaire du cheptel rattaché aux ménages agricole, en faisant le décompte de tous les animaux possédés par chaque membre du ménage. Ainsi, les caractéristiques du cheptel (effectifs, les utilisations, les ventes, les achats, les naissances, le revenu tiré, les propriétaires, …) seront connues.
F8A : utilisation de la production des récoltes des cultures pluviales depuis les récoltes passées par chaque membre du ménage. Les informations collectées dans cette fiche permettent de déterminer le niveau d'autoconsommation des produits, le revenu monétaire tiré de chaque produit, l'affectation du revenu, le taux de commercialisation des produits,…. Cette fiche permet de connaître le nombre de ménages agricoles autosuffisant ;
F8B : utilisation des autres produits agro-sylvo-pastoraux depuis les récoltes passées par chaque membre du ménage. Les informations collectées dans cette fiche permettent de déterminer le niveau d'autoconsommation des autres produits, le taux de commercialisation de ces produits ;
F9 : suivi nutritionnel de chaque enfants de 0 à 59 mois de tous les ménages échantillons (deux passages : en juillet et en décembre) ;
F10 : inventaire des équipements et infrastructures agricoles de chaque ménage échantillon. Pour chaque équipement, les données collectées sont : le nombre, les opérations culturales bénéficiaires, le mode d'acquisition, la valeur d'acquisition, le crédit ;
F11 : revenus non agricoles (commerce, artisanat, orpaillage, migration,…) du ménage au cours des douze dernier mois, le statut dans l'emploie et le montant des revenus consacré aux achats alimentaires. Les informations sont collectées par membre du ménage et par activité. La contribution des revenus ruraux non agricoles à la sécurité alimentaire est cernée à travers ces informations ;
F12 : emploi de la main d'œuvre sur chacune des parcelles du ménage. Pour chaque parcelle et par actif agricole, membre du ménage ou non, la fiche permet de recueillir les informations détaillées sur la main d'œuvre (rémunération, volume, activités pour lesquelles elle est utilisée). Les données permettent d'évaluer l'emploie en agriculture et la productivité du travail agricole ;
F13 : niveau de sécurité alimentaire. Les groupes d'aliments consommés par le ménage ainsi que les chocs alimentaires que le ménage a subit ressortent dans cette fiche. Ces informations d'opinion sont recueillies ex-post et permettent d'évaluer l'intensité de l'insécurité alimentaire ressentie par les ménages ;
F14 : recensement des parcelles arboricoles et l'évaluation de leur production. L'introduction de cette fiche permet d'avoir des données actualisées sur la production arboricole.

Le calendrier de passage des fiches est le suivant :

F1	3ième Semaine de juin à fin juillet
F2	4ième Semaine de juin à fin juillet
F3 (superficies et pose de carré)	4ième Semaine de juin à 3ième Semaine août
F3 (suivie des récoltes et des pesées)	4ième Semaine de août à fin décembre
F3B	1ière et 2ième Semaine de août
F4	2ième Semaine de novembre à 3ième Semaine de décembre
F5-6	3ième et 4ième Semaine de août
F7	4ième Semaine de juin à fin juillet
F8A	Tout le mois d'octobre
F8B	Tout le mois d'octobre
F9 (passage de juillet)	3ième et 4ième Semaine de juillet
F9 (passage de décembre)	3ième et 4ième Semaine de décembre
F10	1ière semaine de novembre à 3ième Semaine de décembre
F11	3ième et 4ième Semaine de décembre
F12	3ième Semaine de juin à fin décembre
F13	2ième et 3ième Semaine de décembre
F14	4ième Semaine de juin à fin décembre

Les fiches d'enquête administrative

Des fiches de suivi des plaines et bas-fonds aménagés sont élaborées et remplies par les agents d'encadrement de l'agriculture. Elles sont à la charge du superviseur régional. Ces fiches sont remplies sur chacun des sites aménagés périmètres irrigués où sont cultivés le maïs, le riz et le blé.

4- LE DISPOSITIF DE COLLECTE

4.1 Les ressources humaines

Recrutement

La situation du personnel recruté et formé durant le mois de juin 2009 se présente comme suit :

Situation du personnel formé durant le mois de juin 2009

DRAHRH/Province	Nombre de villages	Nombre de contrôleurs	Nombre d'enquêteurs formés
CENTRE	**18**	**2**	**19**
PLATEAU CENTRAL	**49**	**6**	**47**
CENTRE-NORD	**55**	**8**	**59**
CENTRE-OUEST	**67**	**9**	**74**
CENTRE-SUD	**43**	**6**	**47**
SAHEL	**53**	**8**	**50**
MOUHOUN	**106**	**13**	**113**
EST	**71**	**10**	**69**
CENTRE-EST	**64**	**8**	**66**
NORD	**64**	**8**	**69**
SUD-OUEST	**67**	**9**	**76**
HAUTS-BASSINS	**66**	**9**	**72**
CASCADES	**25**	**4**	**34**
BURKINA FASO	**748**	**100**	**795**

Le recrutement des auxiliaires et des contrôleurs d'enquête est réalisé par chaque DRAHRH dans sa région et ce en collaboration avec les Comité de Développement Villageois et les Chambres Régionales d'Agriculture.

Les directions régionales ont la responsabilité de signer les contrats des contrôleurs et des auxiliaires, d'enregistrer ces contrats à l'inspection du travail. Elles doivent également transmettre à la DGPER un exemplaire des contrats enregistrés et un rapport de recrutement du personnel du dispositif.

4.2 Formations

Au début de la campagne agricole, deux niveaux de sessions de formations sont organisés à l'intention de l'ensemble du personnel impliqué dans le dispositif de collecte des données.

- Au niveau Central

Cette session de formation concerne les formateurs. Elle regroupe les cadres de la DGPER, les Directions centrales impliquées et les superviseurs régionaux qui se penchent sur les instructions des manuels et les différentes variables contenues dans les questionnaires (leur agencement, leur codification, leur interprétation,…). La formation des superviseurs à cette session ouvre la voie à une réelle implication de ces derniers dans le processus. Ainsi, les superviseurs sont mieux outillés pour le suivi des opérations sur le terrain.

- Au niveau régional

Une session de formation des enquêteurs et des contrôleurs est organisée dans chacune des régions. La formation est assurée conjointement par une équipe centrale composée de DGPER, DGPV, DGFOMER, SE-CNSA, SP-PAM et les superviseurs régionaux. C'est une session au cours de laquelle l'implication des directeurs régionaux à travers l'ouverture et clôture officielles constitue un atout.

4.3 Le matériel

Le dispositif de l'enquête compte 13 superviseurs régionaux doté chacun d'une moto (type Yamaha), d'une calculatrice HP programmable et d'un GPS. Chaque contrôleur est doté d'une moto (P50), d'une calculatrice HP programmable (pour le calcul des superficies) et d'un GPS (pour la mesure de des superficies).
Les auxiliaires, résidant chacun dans son village, sont dotés d'une boussole, d'un ruban métrique, de quatre demi-jalons, d'une corde, d'une balance, d'un manuel d'enquêteur et de toutes les fiches à administrer.

Situation du matériel

Balance	Boussoles	Cordes	GPS	HP	1/2 jalon	Rubans	Périmètre Brachial	Moto P50	Moto Yamaha	Ordinateur
1015	937	678	150	158	3661	1181	194	150	13	13

4.4 L'organisation de la collecte

La collecte de données dans le cadre d'une enquête statistique est un travail d'équipe. Cette équipe est hiérarchisée en trois niveaux : superviseur, contrôleur de terrain, enquêteur.

Les auxiliaires d'enquête

Selon le niveau de collecte de l'information, ces derniers sont chargés de recueillir les informations pour chaque membre du ménage, pour le ménage, pour chaque parcelle, pour toutes les parcelles, pour chacun des équipements, pour chaque espèce végétale ou animal, pour chaque grenier, pour chaque intrant acquis ou utilisé.

Les contrôleurs

Le contrôleur est le maillon de la chaîne qui est en contact permanent avec l'enquêteur et qui garantit (aux superviseurs) l'exécution correcte des opérations de collecte. Il est de sa responsabilité que l'enquêteur fasse la collecte dans les délais et selon les procédures statistiques telles que consignées dans le manuel de l'enquêteur. Il est également responsable du suivi et du contrôle technique du travail et doit informer le superviseur du niveau d'exécution de l'enquête. Les fonctions du contrôleur sont définies de sorte à garantir une plus grande efficacité du contrôle et donc d'une fiabilité des données collectées. Il a, à charge l'administration des fiches F3B, F8, F8B, F11.

Le superviseur régional

Situé au troisième niveau de la pyramide du dispositif, le superviseur régional coordonne les opérations dans la région et supervise techniquement les contrôleurs et les enquêteurs relevant de la région dont il a la responsabilité. Il est chargé de la surveillance, du contrôle et de la correction du travail des enquêteurs et contrôleurs ainsi que de la gestion du matériel mise à la disposition du personnel. Il participe à quelques interviews (pour contrôler la performance des enquêteurs et examine les questionnaires pour éventuellement déceler des incohérences et faire des contre enquêtes. Le superviseur est tenu de faire le point des problèmes rencontré au Directeur Régional avec une copie à l'équipe centrale (DPSAA). La détermination du superviseur, sa rigueur et sa fermeté envers les agents de collecte sont requis pour une bonne qualité d la collecte au niveau régional.

La supervision nationale

Lors des missions de supervisions, chaque équipe centrale, composée des cadres de la DGPER et des services techniques centraux, doit faire la synthèse de toutes les décisions prises face à certaines questions et consigner également toutes les difficultés pour lesquelles elle n'a pas pu trouver des solutions. La mission centrale doit examiner les fiches de contre-enquêtes dûment remplies par les contrôleurs.
Lors des séances de travail après les missions de supervisions, les équipes du niveau central sont ensuite tenues d'apporter les solutions aux questions restées en suspend.

La centralisation des fiches :

Elle est faite selon le calendrier d'administration des fiches et les impératifs de l'agenda statistiques.

- Au niveau régional

Les contrôleurs sont chargés de rassembler toutes les fiches dument remplies par les auxiliaires et de les acheminer au niveau du chef lieu de région où le superviseur est chargé de la réception desdites fiches. Le superviseur vise les fiches réceptionnées (évidemment après un contrôle) en s'assurant de leur exhaustivité et de leur bon état.

- Au niveau central

Le rôle de l'équipe centrale dans la réception est de s'assurer de l'exhaustivité des fiches, du respect des délais de remplissage, du respect des procédures statistiques telles que consignées dans le manuel de l'enquêteur. Des bordereaux de réception sont dument remplis par le chef de mission et le superviseur. Des séances de réception

sont également organisées au niveau de la DGPER entre le service informatique et les équipe de mission. Là aussi, des bordereaux sont conjointement visés par les deux parties.

5- LE TRAITEMENT DES DONNEES

5.1 Saisie et apurement

- Saisie

La DGPER est chargée de la conception des programmes de saisie, de la formation des agents et des contrôleurs de saisie.

Le contrôle de la saisie des fiches de chaque régional est assuré par le superviseur régional, appuyé par l'équipe centrale.

- Apurement

La DGPER édite les incohérences constatée dans les fiches. Chaque superviseur régional, appuyé par l'équipe centrale, est chargé de vérifier et éventuellement corriger les incohérences sur les fiches déjà saisies.

5.2 Calcul des agrégats

- Calcul des paramètres de pondération

Compte tenu de la nature des données effectivement collectées, de l'échantillon effectivement réalisé, les paramètres de pondération sont calculés afin de permettre une extrapolation des données au niveau provincial, régional et national. Il s'agit essentiellement de l'opérationnalisation des formules d'estimation élaborées dans le plan de sondage.

5.3 Edition des résultats :

En appliquant les pondérations aux données collectées, les tableaux préliminaires sont édités. Ils sont soumis pour examen de vraisemblance à chaque région, appuyée par l'équipe centrale.

- Correction des invraisemblances

La correction des invraisemblances permet l'édition des tableaux définitifs. Les résultats définitifs sont ensuite discutés suivant une chaine que nous décrirons.

6- VALIDATION ET PUBLICATION DES RESULTATS

6.1 Validation interne : DGPER/DR

Lors des séances de travail, les résultats sont présentés par l'équipe de traitement. A ce stade, les discussions portent toujours sur les vraisemblances et les résultats des travaux, conjointement adopté par la DGPER et les DR, sont soumis à l'ensemble des services techniques centraux du Ministère.

6.2 ***Réunion interne avec les directions centrales du ministère et les DRA pour analyse et validation***

Les résultats des travaux avec les directeurs régionaux sont partagés au cours de la réunion interne avec les directions centrale du ministère. C'est au cours de cette séance que l'ensemble du ministère prend connaissance des résultats.

6.3 Les données et résultats publiés

Les superficies, les rendements et les productions des principales cultures en saison pluvieuse et en saison sèche sont les premières données publiées pour chaque province (lors des ateliers de présentations des résultats prévisionnels et définitifs). Cette partie des données sont soumis avec les données des autres structures nationales pour l'établissement des bilans céréaliers par le Comité de Prévision de la Situation Alimentaire.

7- LES ASPECTS FINANCIERS

7.1 Niveau régional

Il est prévu la signature d'un protocole d'accord entre la DGPER et les directions régionales afin de permettre un décaissement progressif des fonds selon le niveau et le volume des virements reçus par la DGPER. La prise en charge des Directeurs régionaux, des chefs du service administratif et financier, des superviseurs régionaux, des contrôleurs et des auxiliaires d'enquête est ainsi gérée au niveau des régions.

Les contrôleurs reçoivent une rémunération mensuelle incluant leur salaire et leurs frais de fonctionnement. Les superviseurs sont pris en charges à travers les frais de mission qu'ils perçoivent (quatre jours (04) de prise en charge par mois, en appliquant la grille indemnitaire du budget de l'Etat). Les chefs de service administratif et financier des DRAHRH reçoivent également des frais de gestion. Quatre (04) jours de prise en charge par mois (en appliquant la grille indemnitaire en vigueur). Six jours de frais de mission de supervision de l'opération sont prévus par mois pour chaque directeur régional. La DRAHRH reçois 150.000 FCFA de carburant par trimestre pour la gestion du dispositif

7.2 Niveau central

La prise en charge des contractuels (cadres techniques de conception, agents de saisie, agents de fouille), frais de mission de l'équipe centrale, entretiens des infrastructures et équipements, impression des questionnaires et manuels, les frais des formations réalisées au niveau central sont les éléments de charge du dispositif gérés au niveau central.